



Rapport
d'activité 2019

Accélérer la lutte contre les pandémies

Sommaire

←
Rwanda, août 2019. Un travailleur communautaire échange avec environ 200 membres d'une communauté de la région frontalière de la République démocratique du Congo sur des sujets de prévention et d'hygiène sanitaire. Le Rwanda est un des pays qui a fait les plus grands progrès en matière de santé : entre 1994 et 2015, l'espérance de vie est passée de 29 à 68 ans et la mortalité infantile a chuté de 70 %.



p. 2-5

Éditos

Pages 2-3
Santé mondiale : des millions de vies sauvées

Page 4
« La France a clairement réaffirmé son soutien à la santé mondiale »

— par Stéphanie Seydoux

Page 5
« Encore mieux servir les pays et le Fonds mondial dans leurs objectifs communs »

— par Jérémie Pellet



p. 6-15

Retour sur 2019

Pages 8-9
Une année exceptionnelle

Pages 10-11
Faits marquants

Pages 12-13
2017-2019 : bilan du dernier triennum

Pages 14-15
L'année 2019 vue par...



p. 16-39

2020-2022 : un nouveau triennum

Pages 18-19
« Pour mettre fin aux pandémies, les efforts conjugués des partenaires sont indispensables »

— par Mark Edington

Pages 20-23
Stratégie d'intervention

Pages 24-25
2020-2022, 40 pays éligibles aux appuis de L'Initiative

Pages 26-29
Assistance technique

Pages 30-31
Modalités d'intervention

Pages 32-33
Recherche opérationnelle

Pages 34-37
Société civile

Pages 38-39
Capitalisation



p. 40-59

Les grands enjeux

Pages 42-45
Santé mère-enfant

Pages 46-49
Santé sexuelle et reproductive

Pages 50-53
Pandémies et droits humains

Pages 54-59
Médicaments et produits de santé



p. 60-68

Annexes

Pages 62-63
Bilan financier 2019

Pages 64-68
Missions d'expertise engagées en 2019

Santé mondiale

Des millions de vies sauvées

Depuis 2002, l'effort collectif autour du partenariat qu'est le Fonds mondial a permis de sauver plus de 32 millions de vies et d'étendre l'accès aux soins de santé aux communautés les plus touchées par le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme.

Goma, Rép. dém. du Congo. À la frontière entre la RDC et le Rwanda comme un peu partout dans le monde, face à l'épidémie de Covid-19, les autorités ont mis en place des points de contrôle de la température.

En 20 ans, les taux de mortalité liés à la tuberculose et au paludisme ont chuté respectivement de 42 % et de 6 %. En 2017, 62 % des adultes et 54 % des enfants vivant avec le VIH suivaient un traitement antirétroviral. Ces résultats impressionnants ont contribué à renforcer les systèmes de santé locaux, avant tout en vidant les lits d'hôpitaux des malades qui y mouraient, mais aussi en appuyant les chaînes d'approvisionnement, en équipant les laboratoires, etc. Par ailleurs, ces résultats ont été obtenus grâce aux dynamismes de communautés entières, tant d'un point de vue social qu'économique.

Renforcer les systèmes de santé pour éradiquer les pandémies

L'éradication des pandémies ne pourra se faire sans des systèmes de santé renforcés, résilients et intégrés. L'objectif de développement durable n° 3 vise à « donner les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tous les âges ». Dans cette perspective, L'Initiative se donne pour mission de contribuer au renforcement des systèmes pour la santé et à la mobilisation contre les pandémies, en soutien et en complémentarité des missions du Fonds mondial, de façon durable.

Le défi de la continuité des soins

Face à la crise sanitaire déclenchée par l'épidémie de la Covid-19, il est essentiel de soutenir les pays pour préserver les acquis réalisés ces dernières années. Ce sont les plus vulnérables qui risquent d'être le plus durement touchés par cette nouvelle épidémie : les personnes immunodéprimées ou sujettes à des problèmes pul-



“

Nous faisons face à une crise sanitaire globale sans précédent. Au Fonds mondial, nous sommes engagés pour aider les pays à faire face à la Covid-19 et à réduire son impact sur les programmes de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Nous devons protéger les progrès durement acquis contre ces trois maladies, consolider les systèmes de santé et s'assurer que les programmes qui sauvent des vies continuent.

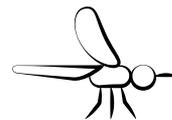


Peter Sands, directeur exécutif du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

monaires sont particulièrement à risque, et les conséquences du virus peuvent vite être dramatiques. Les mesures de confinement et de mise en quarantaine à travers le monde ont éloigné les malades des centres de santé et de leur traitement, avec un impact conséquent sur la mortalité et les taux d'infection. Il est à craindre que les effets dévastateurs de cette crise sanitaire mondiale rendent impossible l'atteinte des objectifs de développement durable d'ici à 2030. Pour faire face à ce bouleversement, le Fonds mondial et ses partenaires ont organisé la réponse dès le premier trimestre 2020 : adaptation des subventions, reprogrammation des activités, réorganisation de l'assistance technique sont d'ores et déjà engagées.



1,7 million
de nouvelles infections
par le VIH en 2018



**Toutes les
2 minutes,**
un enfant meurt
du paludisme



3 millions
de personnes sont
toujours privées
de traitement
antituberculeux



“ La France a clairement réaffirmé son soutien à la santé mondiale ”

Stéphanie Seydoux

Ambassadrice française pour la santé mondiale

C'est en octobre 2019, sous l'impulsion de la France, que le Fonds mondial a vu ses ressources considérablement augmenter dans le but de mettre un terme aux trois pandémies du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme. En augmentant sa contribution de 20 %, notre pays a clairement réaffirmé son soutien à la santé mondiale, par son engagement multilatéral mais également *via* des leviers bilatéraux, dont L'Initiative est un acteur incontournable.

Plus que jamais, nous avons l'ambition d'étendre la couverture santé universelle. Pour y parvenir, nous devons aller à la rencontre des populations les plus difficiles à atteindre, renforcer les systèmes de santé, et soutenir toutes les approches fondées sur l'égalité femmes-hommes.

Cette impulsion nouvelle est aujourd'hui portée par L'Initiative qui permet d'atteindre des résultats très prometteurs, qu'il s'agisse de l'expertise, destinée en priorité à nos partenaires africains, ou de la mise en œuvre de projets. Depuis 2017, 50 actions concrètes – dont deux

tiers relèvent de projets multipays – ont ainsi pu être engagées dans près de 30 pays. La francophonie bénéficie d'une attention toute particulière, notamment au travers de l'Initiative présidentielle pour la santé en Afrique (IPSA). En faisant le pont entre la société civile et la recherche, L'Initiative affirme également son rôle d'acteur de terrain incontournable.

En 2020, nous lançons un nouveau cycle avec une détermination et une volonté intactes d'accompagner les pays bénéficiaires du Fonds mondial dans leur demande d'allocation. Face au défi majeur et inédit de la Covid-19, L'Initiative a su faire la preuve de son audace, de sa réactivité et de son professionnalisme, en réorientant, partout où c'était nécessaire, les programmes en cours et en mobilisant les meilleurs experts pour faire face à cette situation inédite.

Pour garantir à chacun l'accès à la santé mondiale, nous avons besoin de la mobilisation, de l'intelligence et du savoir-faire de tous.

C'est le sens de l'action conduite par L'Initiative et dont le bénéfice, d'ores et déjà tangible, ne demande qu'à s'amplifier au cours des prochaines années.

20 %
d'augmentation de
la contribution française
au Fonds mondial

“ Encore mieux servir les pays et le Fonds mondial dans leurs objectifs communs ”



Jérémie Pellet

Directeur général d'Expertise France

En octobre 2019, sous la présidence d'Emmanuel Macron, la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial a permis de collecter des promesses de dons à hauteur de 14 milliards de dollars, un montant inédit dans l'histoire du Fonds mondial. C'est un succès pour le multilatéralisme en santé mondiale, pour lequel Expertise France, en particulier L'Initiative, s'est fortement mobilisée, et qui marque le leadership fort de la France dans ce domaine.

Très vite après cette réussite, le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE) et Expertise France ont négocié de nouveaux termes de référence pour L'Initiative. L'objectif est clair : contribuer à atteindre l'élimination du VIH/sida, de la tuberculose et du paludisme d'ici 2030. Début 2020, ces nouveaux termes de référence ont été signés, portant le budget de L'Initiative à près de 39 millions d'euros par an, témoignant ainsi de la confiance renouvelée du MEAE vis-à-vis de notre agence.

La nouvelle stratégie de L'Initiative fixe ainsi une orientation : encore mieux servir les pays et le Fonds mondial dans leurs objectifs

communs, en appuyant les partenaires qui en expriment le besoin. Cela passera par des assistances techniques plus longues et mieux planifiées, et par davantage de projets visant à faire évoluer les pratiques et les politiques de santé. L'Initiative se doit d'être agile et flexible, pour répondre aux évolutions des pandémies et s'adapter au contexte des pays partenaires.

“ L'Initiative se doit d'être agile pour s'adapter au contexte des pays partenaires. ”

À ce titre, je salue la réponse rapide de L'Initiative à la flambée épidémique de la Covid-19, de manière coordonnée avec l'ensemble de notre département Santé et s'inscrivant pleinement dans les efforts conjoints de l'équipe France. Être réactifs et protéger nos partenaires et leurs équipes, tout en nous assurant que les programmes essentiels contre le VIH/sida, la tuberculose et le paludisme peuvent se maintenir partout où c'est possible, sont pour nous une priorité.

Retour sur 2019

Reconnaître les avancées réalisées et les raisons des succès, c'est déjà faire circuler l'information et pérenniser les résultats obtenus. C'est aussi mieux comprendre les causes de certains retards et l'urgence des défis à relever. En 2019, la communauté internationale a su prendre ses responsabilités lors de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial. Quant à L'Initiative, elle a pris sa part dans ces progrès mondiaux et a su se réadapter pour continuer sa montée en puissance.



Nous sommes venus annoncer un don de 150 millions de dollars, soit 30 % de plus que l'engagement précédent de RED.

Un geste fort, mais parfois même les gestes forts doivent l'être encore plus. Nous ne mettrons un terme à cette épidémie de VIH qu'en accélérant notre effort.

Connie Mudenda, ambassadrice de l'ONG RED à la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial à Lyon



**THE GLOBAL
SIXTH REPLE**
9-10 OCTOBER 2019, LYON



Pages 8-9

**Une année
exceptionnelle**

**Une Conférence
pour accélérer
le mouvement**

Pages 10-11

Faits marquants

**L'Initiative
au rendez-vous**

Pages 12-13

2017-2019

**Bilan du dernier
triennum**

Pages 14-15

**L'année 2019
vue par...**



France, octobre 2019. Connie Mudenda, ambassadrice de l'ONG RED, a contracté le VIH dans son pays, en Zambie. Sans accès à des services de soins de qualité, ses trois premiers enfants sont décédés avant qu'elle ne sache pourquoi. Elle est venue à Lyon avec sa fille Lubona qui, grâce aux traitements auxquels Connie a pu accéder par la suite, n'est pas née séropositive.



Nous ne devons pas laisser l'ampleur des défis éclipser les progrès accomplis. Pas plus que nous ne devons nous laisser aveugler par nos réussites au moment de répondre aux graves menaces auxquelles nous faisons face. Portés par une solidarité mondiale solide, nous pouvons venir à bout de ces épidémies.

Peter Sands, directeur exécutif du Fonds mondial



**Une année
exceptionnelle**

Une Conférence pour accélérer le mouvement

L'année 2019 restera indissociable de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial. Succès historique et collectif, celle-ci a permis d'atteindre le montant cible de 14 milliards de dollars, le plus important jamais réuni par une organisation multilatérale en santé.

← France, octobre 2019.

Amanda Dushime, jeune Burundaise de 18 ans, a partagé avec tous les participants de la 6^e Conférence, le Manifeste des ados, rédigé par les jeunes adolescents séropositifs du réseau Grandir ensemble : « Nous voulons être acteurs de notre propre développement. La réponse aux épidémies doit être construite par nous, et avec nous. »

... Pour en savoir plus :

Retrouvez « Le Manifeste des ados » : <https://bit.ly/manifeste-ados>

Les donateurs réunis à Lyon les 9 et 10 octobre 2019 à l'occasion de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial ont promis collectivement de contribuer pour le prochain triennium à hauteur de 14,02 milliards de dollars. C'est la somme la plus importante jamais réunie par une organisation multilatérale du secteur de la santé. Ces nouvelles ressources doivent permettre au Fonds mondial de soutenir les pays et les populations touchés, de sauver des millions de vies, d'éviter que des millions de nouvelles personnes soient infectées dans les trois prochaines années et de continuer à financer l'innovation et l'amélioration des systèmes de santé. Cet engagement collectif est le seul moyen d'en finir avec les trois pandémies à horizon 2030. Fait inédit dans l'histoire du Fonds mondial, 24 pays africains récipiendaires des financements du Fonds ont fait une promesse de don dans un geste de solidarité internationale, devenant ainsi « récipiendaires donateurs ».

14 milliards de dollars pour permettre... *

... de mettre le monde sur le chemin de l'élimination des pandémies

- **Sauver 16 millions de vies** entre 2021 et 2023 en réduisant de 52 % les taux de mortalité liés aux trois maladies à l'horizon 2023 par rapport à 2017.
- **Réduire le nombre de décès liés aux trois maladies** à 1,3 million en 2023, contre 2,5 millions en 2017 et 4,1 millions en 2005.
- **Éviter 234 millions d'infections** ou de cas pour réduire de 42 % le taux d'incidence lié aux trois maladies à l'horizon 2023 par rapport à 2017.

... d'accélérer les avancées vers l'ODD n° 3 et la couverture santé universelle

- **Renforcer les systèmes de santé** par un investissement direct d'environ 4 milliards de dollars pour renforcer les capacités et accélérer la transition vers des modèles de soins différenciés, centrés sur les patients.
- **Renforcer la sécurité sanitaire** en contribuant à établir des systèmes de santé plus résistants, dotés de meilleures capacités de surveillance, de diagnostic et de riposte d'urgence, et en contrant les principales menaces qui pèsent sur la sécurité sanitaire mondiale.
- **Obtenir un retour sur investissement de 19 pour 1**, pour chaque dollar investi, en avancées sur le plan sanitaire et en retombées économiques, ce qui contribue à concrétiser le Programme général de développement à l'horizon 2030.
- **Encourager un investissement national total de 46 milliards de dollars** pour éliminer les trois maladies et renforcer les systèmes de santé via des exigences de cofinancement et un appui technique.
- **Réduire les inégalités en matière de santé** par une collaboration avec, notamment, la société civile et les communautés touchées, pour construire des systèmes de santé ouverts à toutes et tous, sans exception.

* Avec la reconstitution de ses ressources de 14 milliards de dollars, le Fonds mondial contribuera à ces résultats en venant s'ajouter à des niveaux soutenus de financement extérieur, à un accroissement des financements nationaux, à davantage d'innovation et de collaboration et à une mise en œuvre plus rigoureuse.



Tout au long de l'année, Expertise France s'est mobilisée avec ses partenaires et l'équipe France pour que la Conférence de reconstitution du Fonds mondial soit une réussite. L'Initiative a quant à elle valorisé les résultats de l'engagement français dans la lutte contre les pandémies, et contribué au plaidoyer pour un Fonds mondial financé à hauteur des besoins.

25 avril Vers l'élimination du paludisme dans le Grand Mékong

Le partenariat Roll Back Malaria a invité Éric Fleutelot, directeur technique du pôle Grandes pandémies (Expertise France), à partager l'expérience de L'Initiative dans l'élimination du paludisme en Asie du Sud-Est à l'occasion de la Journée Mondiale de lutte contre le paludisme. Il est revenu sur l'exemple de l'approche régionale adoptée dans la région du Grand Mékong pour l'élimination du paludisme : des progrès impressionnants ont été observés dans cette zone grâce à la forte implication de tous les acteurs aux niveaux local et international et à l'effort financier consenti par le Fonds mondial et ses donateurs. L'appui technique régulier d'Expertise France depuis six ans, ainsi que les financements de l'IRD et des Instituts Pasteur du Laos et du Cambodge ont participé à ces résultats encourageants, même s'il reste des défis importants à relever dans la région.

... Pour en savoir plus :
<https://bit.ly/relever-les-defis>

Faits marquants

L'Initiative au rendez- vous

25 septembre Appel à la mobilisation : Expertise France sensibilise le grand public

Le 25 septembre, à quelques jours de la Conférence de reconstitution, Expertise France a rassemblé un large public à Paris à l'occasion d'un « Rendez-vous de l'Expertise » pour appeler tous les acteurs à la mobilisation. Un panel de chercheurs, de médecins et de responsables d'ONG ont échangé sur les défis à relever pour atteindre l'objectif d'éradication des pandémies.

▶ Pour en savoir plus :
<https://bit.ly/RDVExpertise-enjeux-majeurs>





Françoise Barré-Sinoussi,
prix Nobel de médecine et
de physiologie 2008

*Il nous faut atteindre
les personnes concernées par
ces infections en décentralisant
les services, renforcer
les ressources humaines
en santé par de la formation,
stopper la progression des
résistances aux traitements et
investir dans la recherche
scientifique et médicale
pour compléter les
connaissances nécessaires
à l'élimination des
maladies.*

9 octobre

La société civile, acteur clé pour l'éradication des pandémies

Lors de la 6^e Conférence de reconstitution, L'Initiative et l'Institut de la société civile pour la santé en Afrique de l'Ouest et du Centre ont organisé une session dédiée aux perspectives et aux ambitions de la contribution des sociétés civiles africaines au prochain cycle de financement du Fonds mondial.

Les organisations africaines de la société civile ont tenu à rappeler le rôle qu'elles jouent sur le terrain et demandé à être davantage entendues. « Les gouvernements n'atteindront pas les objectifs qu'ils se sont fixés sans le travail que nous faisons auprès des populations les plus touchées », a précisé Magatte Mbodj, directrice exécutive de l'Alliance nationale contre le sida (ANCS). Éric Fleutelot a également rappelé le rôle crucial des communautés : « Nous avons besoin de ces ONG pour atteindre les personnes que nous voulons protéger ou soigner, car nous savons qu'au-delà de cinq kilomètres entre leur village et le centre de santé, les populations ne se déplacent pas. » ●



M. Yves Yomb, militant historique camerounais et responsable du plaidoyer pour les droits humains au sein de Coalition Plus, a participé à la conférence du 9 octobre. Il nous a quittés le 15 juin 2020. Nous souhaitons lui rendre hommage dans ces pages.

L'Initiative de 2017 à 2019

→ Une montée en puissance confirmée

Les résultats extrêmement positifs obtenus par L'Initiative sur le terrain ont conduit la France à renforcer son budget annuel, le faisant passer de 18 à près de 39 millions d'euros.

→ Plus de qualité pour nos projets, plus d'exigence dans nos actions

Dans un objectif de redevabilité et d'amélioration de l'appui apporté à ses partenaires, L'Initiative a structuré son dispositif de suivi, d'évaluation, de redevabilité et d'apprentissage.

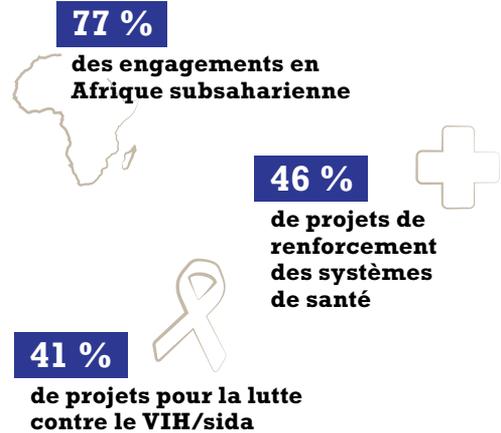
→ Intégrer le genre

Dès 2018, L'Initiative s'est engagée dans la sensibilisation des expert-e-s et des partenaires sur la prise en compte du genre.

... Pour en savoir plus :

<https://bit.ly/encourager-integration-genre>

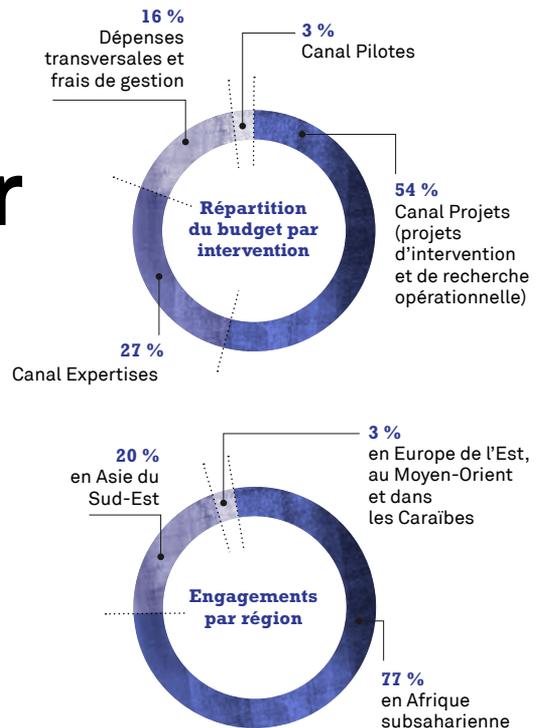
Des priorités assumées



2017-2019

Bilan du dernier triennium

Ces trois dernières années, L'Initiative a montré sa capacité d'adaptation pour répondre aux attentes et à l'ambition de la France dans la lutte contre les pandémies. Ses modalités d'intervention ont largement évolué pour renforcer son rôle catalytique, et l'efficacité de son action en complémentarité de celle du Fonds mondial.



Assistance technique

Les dix pays qui concentrent le plus de missions d'assistance technique se trouvent en Afrique de l'Ouest et du centre.



19 141 jours

d'expertise validés



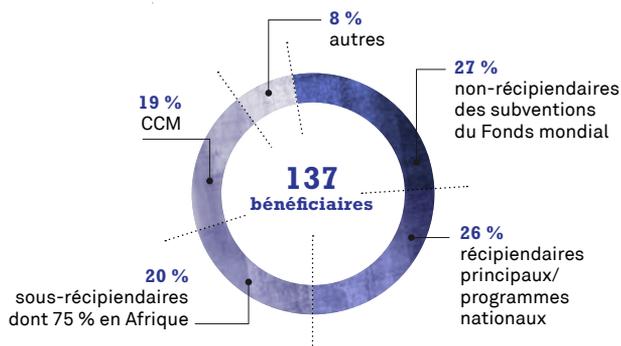
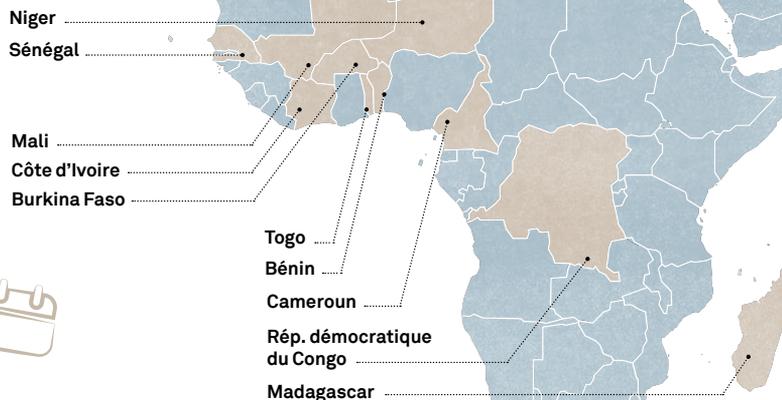
239 missions

d'assistance technique engagées
(UGP Tchad inclus)

+21 M€

engagés

Près de **50 %** des missions concernaient des enjeux de renforcement des systèmes de santé. Une évolution vers plus d'intégration et de transversalité.

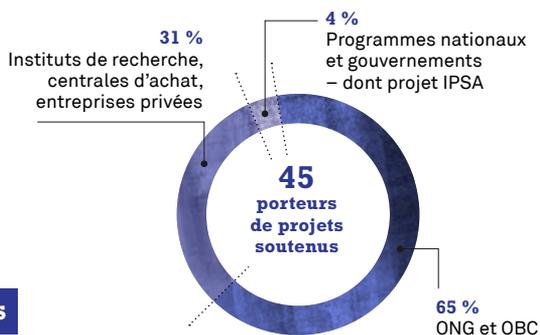


Financement de projets



49 projets engagés pour

45 M€ dans 30 pays



L'année 2019 vue par...



Virginie Leroy

Directrice du département Transition démographique et sociale de l'AFD

Grâce à son fonctionnement souple et sa gouvernance ouverte, L'Initiative invite au dialogue et à la concertation. L'AFD, membre du comité de pilotage de L'Initiative, et celle-ci travaillent étroitement pour garantir l'articulation de nos appuis au Sud. Car la coordination de nos interventions est la condition indispensable de l'efficacité de nos actions en santé mondiale et le gage d'un impact dans la durée.

L'intégration d'Expertise France au sein du groupe AFD concourra à rendre le dispositif français encore plus lisible, à favoriser le partage d'information et à apporter des réponses concertées aux besoins de nos partenaires. C'est la déclinaison opérationnelle d'une vision « équipe France ». La crise liée à l'épidémie de Covid-19 illustre parfaitement la valeur ajoutée de cette réponse : globale et concertée, elle combine l'adaptabilité de L'Initiative, la pertinence de l'assistance technique offerte par Expertise France et l'appui de l'AFD, à la fois dans l'urgence de la crise sanitaire et dans le renforcement des systèmes de santé, en particulier au service des populations les plus vulnérables.

“ Plus de concertation pour plus de réactivité et d'impact ”



Antoine Peigney

Directeur du département Santé d'Expertise France

“ L'Initiative, un dispositif unique au sein d'Expertise France ”

Combinant mobilisation d'expertise technique et activité de bailleurs de fonds, L'Initiative est complémentaire des autres programmes que nous mettons en œuvre. Sa valeur ajoutée a été saluée à l'occasion de la 6^e Conférence de reconstitution du Fonds mondial en octobre dernier.

De plus en plus, nous favorisons les ponts entre nos différents projets, pour autoriser des alliances et renforcer les connaissances de nos équipes et des experts sur les contextes géographiques ou les sujets techniques. Par exemple, L'Initiative reçoit le soutien d'expertes du département Santé dans les domaines du médicament ou de l'ingénierie de la formation en santé, favorisant ainsi la mise en perspective et la cohérence de nos actions.

En 2019, nous avons renforcé cette synergie en lançant le projet SUCCESS, soutenu par Unitaid, qui vise à renforcer la stratégie d'élimination du cancer du col de l'utérus, une maladie qui affecte particulièrement les femmes vivant avec le VIH. C'est dans cette dynamique que nous poursuivrons nos activités en 2020, dans la perspective de l'intégration du groupe AFD.



Charlotte Dézé

Conseillère régionale en santé mondiale pour Madagascar et l'océan Indien

La recherche de l'équité sociale et sanitaire, l'engagement collaboratif, l'exigence adaptée et l'humanisme... Ces valeurs qui caractérisent L'Initiative ont été déployées avec une attention particulière auprès des partenaires des pays de l'océan Indien, permettant de belles avancées.

À Madagascar, L'Initiative a contribué à l'acceptation et à la généralisation prochaine du dépistage démedicalisé du VIH. L'accès à la mesure de la charge virale est redevenu une réalité pour les personnes vivant avec le VIH dans toutes les provinces, après plusieurs années d'interruption. L'observatoire des populations clés a permis de porter au plus haut niveau leurs voix et leurs droits. Les détenus, à Madagascar comme à Maurice, ont désormais un accès adapté au dépistage et à la prise en charge du VIH et de la tuberculose. Enfin, grâce à un accompagnement structuré et planifié, le programme national de lutte contre la tuberculose des Comores est aujourd'hui récipiendaire principal des subventions du Fonds mondial. Ces quelques exemples illustrent l'importance de L'Initiative, dispositif de terrain incontournable.

“ Un dispositif de terrain incontournable ”



Joan Valadou

Sous-directeur du Développement humain, ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)

Le ministère se félicite des succès de L'Initiative, fruits d'efforts continus, d'une stratégie d'engagement claire et d'un travail collectif conduit en partenariat étroit avec tous les acteurs, y compris dans le réseau diplomatique français, et avec les conseillers régionaux en santé mondiale.

Les termes de références signés début 2020 entre le MEAE et Expertise France sont l'aboutissement d'une année 2019 exceptionnelle pour L'Initiative. Ils formalisent des évolutions importantes : sa dotation passe à 9 % de la contribution française au Fonds mondial, son périmètre d'intervention est recentré sur 40 pays éligibles et ses dispositifs se déploient au plus proche des défis et des besoins (assistance technique planifiée, expertise résidente, durée des financements étendue). Autre avancée significative en 2019 : l'adoption de son cadre stratégique 2020-2022.

À l'aube de sa dixième année et alors que la santé mondiale est bouleversée par la Covid-19, L'Initiative doit plus que jamais se mobiliser pour accomplir ses missions d'appui dans la lutte contre les trois grandes pandémies, afin de renforcer l'efficacité de l'action du Fonds mondial sur le terrain.

“ Une année exceptionnelle pour L'Initiative ”

2020-2022 : un nouveau triennium

La conclusion d'un cycle de financement et le commencement d'un nouveau constituent un moment stratégique pour la communauté internationale de la santé mondiale. L'occasion pour L'Initiative de se mettre en ordre de bataille pour relever les grands défis de la décennie. Son nouveau budget et ses axes stratégiques pour ce triennium doivent lui permettre de contribuer aux Objectifs de développement durable et à l'éradication des pandémies, en œuvrant pour des systèmes de santé plus pérennes.



**La veille et le plaidoyer doivent
être au cœur de la riposte
de la société civile.**

Aissam Hajji, chargé de plaidoyer de la plateforme
régionale ITPC-MENA (voir page 57)





Pages 18-19

« Pour mettre fin aux pandémies, les efforts conjugués des partenaires sont indispensables » — par Mark Edington

Pages 20-23

Stratégie d'intervention

À nouveaux défis, nouvelle stratégie

Pages 24-25

2020-2022

40 pays éligibles aux appuis de L'Initiative

Pages 26-29

Assistance technique

Des interventions au rythme du cycle de financement

Pages 30-31

Modalités d'intervention

Le financement de projets catalytiques

Pages 32-33

Recherche opérationnelle

Rendre accessibles les stratégies qui marchent

Pages 34-37

Société civile

La riposte des communautés

Pages 38-39

Capitalisation

Produire et partager des connaissances



Rwanda, décembre 2019. « Réveillez-vous, nos enfants meurent ! » À l'initiative de l'ONG Health Gap, des activistes de Coalition Plus, du réseau Grandir ensemble et de Sidaction interrompent une session de la conférence ICASA pour dénoncer le manque d'investissement sur le VIH pédiatrique et rappeler les revendications de la déclaration de Kigali.

“ Pour mettre fin aux pandémies, les efforts conjugués des partenaires sont indispensables ”



Mark Edington

Directeur de la division de la gestion des subventions du Fonds mondial

2019 a été une année charnière pour la lutte contre les trois pandémies. La 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial organisée à Lyon en octobre sous le leadership du président Emmanuel Macron en a été le point d'orgue. Mark Edington revient sur ces temps forts et sur les enjeux de la crise sanitaire mondiale actuelle.

Quels ont été les temps forts de cette année 2019 et que reprenez-vous de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources ?

La confiance renouvelée au Fonds mondial par les donateurs lors de cette conférence nous impose d'aller tous ensemble, plus loin et plus vite. La levée de fonds record de 14 milliards de dollars ne permettra de mettre fin aux trois pandémies d'ici 2030 qu'avec les efforts conjugués des partenaires financiers et techniques, dont L'Initiative. 24 pays africains bénéficiaires de nos financements ont fait une promesse de don, devenant à la fois récipiendaires et donateurs, dans un geste de solidarité internationale.



24 pays africains
récipiendaires
des subventions
et donateurs

Quelques mois plus tard, nous faisons face à une crise sanitaire mondiale sans précédent, qui impose de nouvelles contraintes dans la mise en œuvre des programmes et implique de revoir nos

modalités de collaboration. Le défi à relever est l'adaptation constante pour répondre le plus efficacement possible aux besoins des communautés et des personnes affectées par le sida, la tuberculose et le paludisme, tout en renforçant durablement les systèmes de santé. Les trois prochaines années seront déterminantes.

Quels sont les enjeux pour le Fonds mondial après cette levée de fonds ? Comment L'Initiative pourra-t-elle contribuer à relever ces défis ?

Le rapport consultatif 2019 du bureau de l'inspecteur général du Fonds mondial a mis en lumière des défis et des opportunités dans la mise en œuvre des subventions en Afrique de l'Ouest et centrale, région aux environnements opérationnels complexes. Le secrétariat du Fonds mondial, sous l'égide des instances de coordination nationales, a organisé des

revues de subvention à mi-parcours. Elles ont pour but d'améliorer les résultats programmatiques, de maximiser l'impact des investissements, d'optimiser l'utilisation des fonds, de s'assurer de l'efficacité du financement de la santé et de renforcer la collaboration entre les acteurs clés.

Les appuis de L'Initiative durant le cycle 2020-2022 devront nécessairement être orientés en fonction de thématiques clés issues de ces revues : ressources humaines en santé, systèmes de santé communautaire, implication du secteur privé, chaînes d'approvisionnement, réseaux de laboratoires et systèmes de surveillance.

Nous devons réfléchir ensemble à capitaliser sur les succès, les documenter et développer des outils pour mieux coordonner nos investissements et en mesurer l'impact. La pérennité de notre action collective dépendra de notre capacité à promouvoir une culture de la performance et de la redevabilité chez tous les acteurs, au niveau national comme global.

→
Lyon, octobre 2019. La 6^e Conférence de reconstitution des ressources s'est conclue par une levée de fonds historique sous l'égide du président français Emmanuel Macron.

La crise de la Covid-19 pourrait remettre en cause l'éradication des pandémies d'ici 2030. Comment L'Initiative peut-elle permettre aux pays de poursuivre la lutte ?

L'Initiative est l'un de nos plus proches partenaires en Afrique de l'Ouest et centrale. Ses plus grands atouts sont la rapidité de mobilisation de l'assistance technique et sa flexibilité dans la mise en œuvre des appuis. Forte d'un vivier d'experts diversifié, elle a su s'adapter rapidement face à la fermeture des frontières et rediriger les missions d'expertise vers des experts locaux présents sur place. L'Initiative s'appuie

également sur des réseaux communautaires et des organisations de la société civile, atouts majeurs de la réponse dans la région.

Évaluer les besoins et les priorités, analyser l'impact de la Covid-19 sur l'accès aux soins des personnes affectées par les trois pandémies, partager les bonnes pratiques pour renforcer la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, adapter les réponses nationales menées par nos partenaires : autant de sujets pour lesquels le concours de L'Initiative est crucial. ●



14 milliards de dollars
mobilisés lors de la 6^e Conférence de reconstitution





**Stratégie
d'intervention**

À nouveaux défis, nouvelle stratégie

À l'aube du nouveau triennum 2020-2022, L'Initiative évolue pour assumer sa montée en puissance à travers une nouvelle stratégie. Celle-ci s'appuie sur une vision, une mission, des valeurs, dont découlent quatre piliers stratégiques pour atteindre notre objectif : contribuer à l'élimination des trois pandémies d'ici 2030.

←

Thaïlande, février 2019. Daw Nyunt, sa petite-fille Thet Aye et son arrière-petite-fille Shwee Yie Thin sont toutes les trois adhérentes au M-Fund, assurance maladie à but non lucratif à faible coût pour les migrants.

Lors de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, en octobre 2019, la France annonçait une augmentation de 20 % de sa contribution. Deux mois plus tard, les termes de référence signés entre le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et Expertise France portaient la part du budget de L'Initiative de 7 à 9 % de la contribution française au Fonds mondial. **Pour accompagner cette montée en puissance, l'Initiative 5% (part initiale du budget du dispositif) devient « L'Initiative ».**

Au service des enjeux mondiaux et des objectifs de développement durable

Ce budget renforcé et ces nouveaux termes de référence s'accompagnent d'une stratégie renouvelée. Fruit de la mobilisation des équipes de L'Initiative et du comité de pilotage, cette stratégie fixe un ambitieux programme pour les trois prochaines années, qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie 2017-2022 du Fonds mondial et en cohérence avec la stratégie française en santé mondiale. Au cours du processus, nous avons entretenu une discussion de fond avec nos partenaires de mise en œuvre et de terrain, du Nord et du Sud, et ponctuellement sollicité des appuis extérieurs pour nourrir la réflexion de manière concertée et inclusive.

À travers la réalisation de ces objectifs stratégiques 2020-2022, L'Initiative contribuera à la réalisation des objectifs de développement durable. Bonne santé et bien-être de tous, élimination de la pauvreté, égalité des sexes, réduction des inégalités entre pays, et renforcement des partenariats à l'échelle mondiale : autant d'objectifs que nous nous efforçons de placer au cœur de notre action. →

Principes d'action

Conformément aux principes d'intervention du Fonds mondial et aux engagements de la France en matière d'harmonisation et d'efficacité de l'aide issus de la Déclaration de Paris (2005) et du Programme d'action d'Accra (2008), l'ensemble des modalités d'intervention de L'Initiative s'appuie sur **quatre principes directeurs** :

- **l'appropriation** : privilégier les acteurs nationaux (structures publiques, organisations de la société civile, institutions de recherche, etc.) et au besoin renforcer leurs capacités ;
- **l'alignement** : s'inscrire dans le cadre des priorités nationales, répondre à des besoins reconnus localement, éviter toute concurrence ou doublon avec des processus locaux ;
- **le renforcement de capacités** : appuyer la montée en compétences des partenaires, privilégier les activités de transfert ou de co-construction de compétences et éviter toute dynamique de substitution ;
- **le partenariat** : mobiliser les organisations pertinentes dans la conception et la réalisation des activités, favoriser leur intégration dans le contexte national et une coordination optimale entre partenaires techniques et financiers.

↓

Paris, juillet 2019. Réunion du comité de pilotage de L'Initiative, présidé par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Ce comité définit les orientations stratégiques de L'Initiative et propose les évolutions nécessaires à l'atteinte de ses objectifs.



Quatre piliers stratégiques



Mobiliser les compétences

Fournir un appui technique autorisant un renforcement des capacités des acteurs nationaux pour l'accès, la gestion et la mise en œuvre des subventions du Fonds mondial.



Soutenir des projets catalytiques

Contribuer à l'amélioration des environnements (institutionnels, politiques, sociaux...) dans lesquels les subventions du Fonds mondial sont mises en œuvre, surtout en matière de renforcement des systèmes de santé.



Produire et partager des connaissances

Promouvoir les connaissances issues des activités et les approches innovantes soutenues ou mises en œuvre pour diffuser bonnes pratiques et modes de faire.



Soutenir l'influence des acteurs français ou francophones

Rendre possible un retour d'expérience et d'information auprès du Fonds mondial et contribuer à son pilotage politique français.

Intensifier le travail et accompagner le changement

Les missions qui nous sont confiées ne changent pas. Plus que jamais, notre objectif est de favoriser l'accès optimal des pays éligibles et de leurs acteurs aux financements du Fonds mondial et d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de ces subventions. Ce faisant, L'Initiative incite les pays et les acteurs à l'évolution des pratiques et des politiques publiques de santé pour renforcer en profondeur la lutte contre les pandémies.

Cette stratégie nouvelle a pour but de mettre L'Initiative en ordre de bataille pour intensifier ce travail, notamment là où les défis sont les plus grands, en complémentarité de l'approche du Fonds mondial qui concentre traditionnellement ses appuis et ses forces là où leur impact sera le plus fort. Cette forte complémentarité s'explique par la concentration géographique de l'aide publique au développement française, notamment en Afrique de l'Ouest et centrale, et par l'attention particulière portée à l'égalité dans l'accès aux services de santé. Au travers d'un mécanisme de synthèse des connais-



“

Aucun retard n'est tolérable dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Car tout retard se traduit par de nouvelles infections et toujours plus de morts.

Éric Fleutelot,
directeur technique de L'Initiative

↑ Côte d'Ivoire, décembre 2017.
Une jeune mère discute avec le Dr Coporah, assistante sociale en charge du projet Depistneo au CHU de Cocody, Abidjan.

sances, L'Initiative doit aussi contribuer au pilotage français du Fonds mondial et à la dynamique partenariale globale, encourageant ainsi l'alignement des acteurs dans la lutte contre les maladies et le renforcement des systèmes de santé, dans le but d'atteindre la couverture santé universelle.

Des modes de faire renouvelés

Pour le triennum 2020-2022, L'Initiative renouvelle également sa manière de collaborer avec ses partenaires pour que la lutte contre les pandémies, à l'échelle mondiale et dans les pays, soit inclusive, efficace et durable. Notre action est désormais adossée à quatre piliers stratégiques interdépendants (voir infographie ci-contre). Peu à peu, nos modalités d'intervention s'adaptent aux défis de demain. Il s'agit notamment de renforcer les dispositifs



9 000 personnes par jour meurent encore aujourd'hui du sida, de la tuberculose ou du paludisme

d'appui et de planifier l'assistance technique, pour la mettre en œuvre dans la durée nécessaire et selon une approche fine, individualisée. Parallèlement, nous soutenons des ONG, des instituts de recherche, des programmes nationaux, notamment dans le développement d'approches innovantes, d'expérimentations et de projets pilotes qui ont vocation à changer les pratiques et les politiques de santé.

Dans un souci de transparence et de redevabilité, la réalisation de cette stratégie et l'atteinte des objectifs seront mesurées par des indicateurs de performance à tous les niveaux de la mise en œuvre des subventions et/ou des appuis de L'Initiative. Les résultats de notre action seront évalués selon leurs impacts sur la santé mondiale, sur la gouvernance du Fonds mondial, et sur les acteurs au niveau des pays.

2020-2022

40 pays éligibles aux appuis de L'Initiative

40 pays sont éligibles au soutien et aux accompagnements technique et financier de L'Initiative, suite au renouvellement de sa stratégie pour la période 2020-2022. Tous font partie des pays éligibles aux subventions du Fonds mondial.

Le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères assure la tutelle de L'Initiative. Il établit la liste des pays éligibles à ses appuis. Pour la période 2020-2022, elle couvre :

- les 19 pays prioritaires de l'aide française au développement tels qu'identifiés par le CICID ;
- des pays présentant des défis de mise en œuvre ;
- des pays à fort impact du Fonds mondial dans la lutte contre les pandémies.

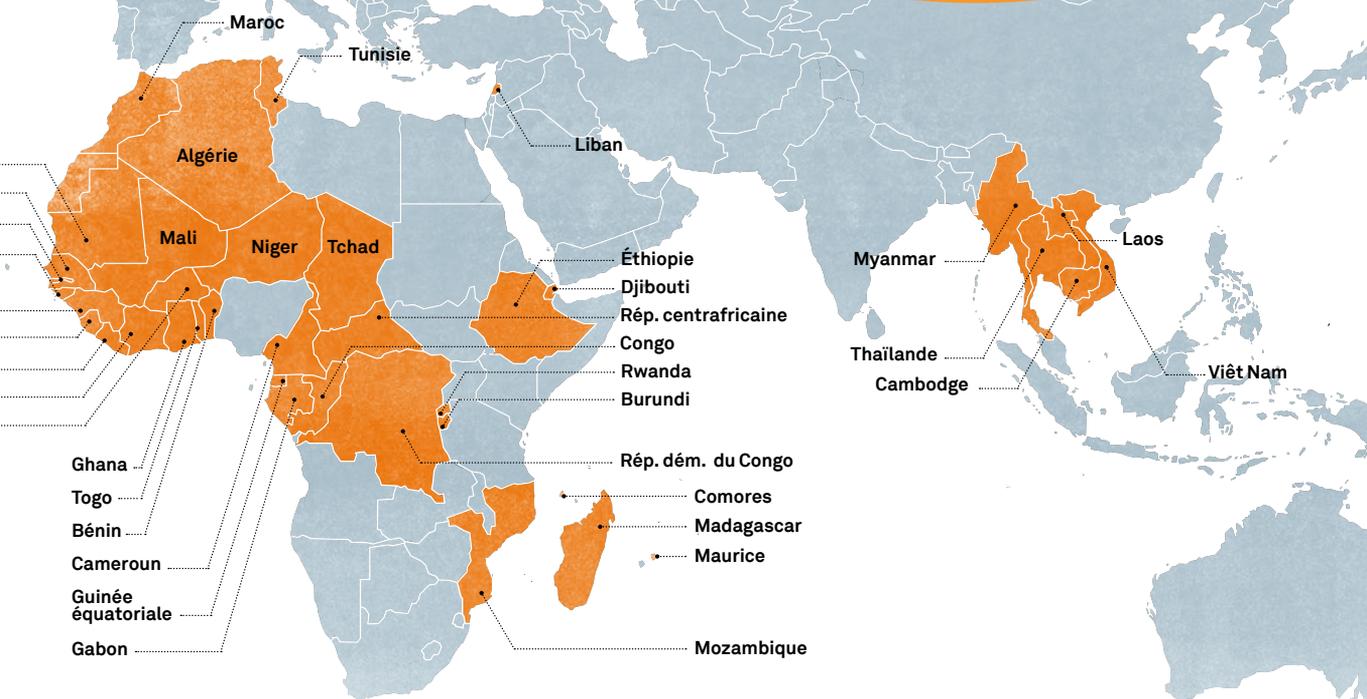
Cette liste est établie avec une attention particulière portée à la francophonie et à la cohérence régionale de l'action de la France en santé mondiale dans la lutte contre les trois pandémies.



Mauritanie
Sénégal
Gambie
Guinée-Bissau
Guinée
Sierra Leone
Liberia
Côte d'Ivoire
Burkina Faso

Différents types d'acteurs appuyés

Au sein des pays éligibles, sont éligibles les catégories d'acteurs suivants : les instances de coordination nationale des subventions du Fonds mondial ou ICN (CCM), les récipiendaires principaux, sous-récipiendaires et sous-sous-récipiendaires des subventions du Fonds mondial, les acteurs de la lutte contre les trois pandémies : les administrations et organismes publics, les instituts de recherche, les organisations de la société civile ou du secteur privé.



Projets sélectionnés en 2019

115 lettres d'intention ont été transmises à L'Initiative dans le cadre de ses deux appels à propositions 2019. Les 15 projets retenus participeront à la lutte contre les trois pandémies dans 17 pays. 3 projets de recherche opérationnelle seront également financés.

... Pour en savoir plus : <https://bit.ly/projets-Initiative-2019>



Assistance technique

Des interventions au rythme du cycle de financement

Un nouveau cycle de financement du Fonds mondial s'ouvre en 2020. L'Initiative a anticipé cette nouvelle étape, avec une hausse significative des missions d'aide à l'accès aux financements dès 2019. Un moment clé pour élaborer les stratégies nationales de manière concertée et renforcer les capacités des acteurs de la lutte contre les pandémies.



Mali, novembre 2016. Oumou mène des conversations de groupe au Centre d'écoute, de soins, d'animation et de conseils de Bamako, pour écouter et guider les personnes vivant avec le VIH. Créé en 1996 par l'association ARCAD-Santé Plus, le CESAG est la première structure de prise en charge communautaire des personnes vivant avec le VIH/sida au Mali.

E emblématiques de son action, les missions d'assistance technique de L'Initiative visent tous les bénéficiaires des programmes financés par le Fonds mondial dans les 40 pays éligibles aux appuis de L'Initiative (voir pages 24-25). Leur objectif : faciliter la gestion des subventions, de la rédaction de la demande de financement à leur mise en œuvre et suivi-évaluation.

Des projets innovants pour renforcer les systèmes de santé

Organisés tout au long de l'année en réponse aux demandes des bénéficiaires, ces appuis techniques se déroulent souvent à court ou moyen terme et se calent sur les étapes du cycle de financement du Fonds mondial. Il s'agit de répondre rapidement aux besoins des structures éligibles : conduite du dialogue national, rédaction des plans stratégiques, élaboration des demandes de financement, mise en œuvre des subventions, suivi stratégique...

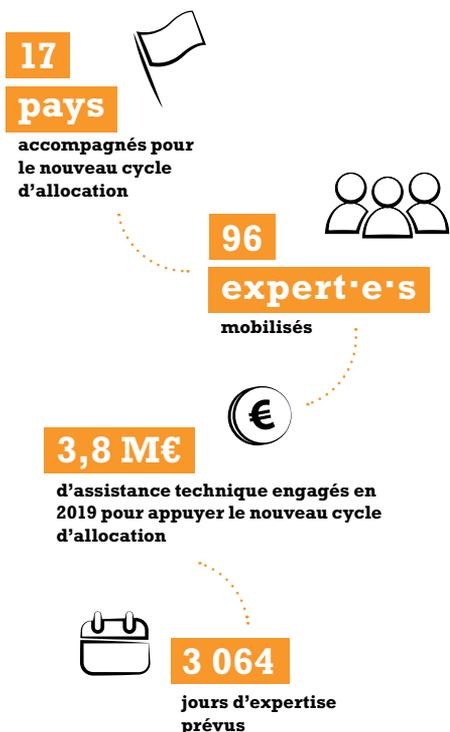
En préparation de l'ouverture d'un nouveau cycle en 2020, des missions d'évaluation ont permis dès 2019 de tester des stratégies dans quelques régions pour donner au Fonds mondial le choix de les déployer à l'échelle du pays dans ses prochaines subventions. Ce fut par exemple le cas pour les évaluations du transfert d'échantillons et de la stratégie mobile de lutte contre la tuberculose en République démocratique du Congo.

L'Initiative en ordre de bataille pour l'accès aux financements

À la veille de ce nouveau triennum, L'Initiative a validé de nombreuses missions d'appui

technique à des demandes de financements dès 2019. L'enjeu est de taille puisque avec le succès de la 6^e Conférence de reconstitution des ressources du Fonds mondial, certains pays ont vu leurs enveloppes s'accroître considérablement. Les opportunités de financement ne manquent donc pas, mais l'urgence de construire des réponses structurées et adaptées aux défis de la lutte contre les trois pandémies, elle, grandit. →

Appuis prévus par L'Initiative pour l'accès aux financements en 2020*



* Missions engagées en 2019.

L'Initiative s'est coordonnée en amont avec le Fonds mondial, les partenaires techniques et financiers et les autres dispositifs d'assistance technique pour organiser ses appuis et éviter les doublons. Fin 2019, plusieurs rencontres avec le Fonds mondial, l'OMS, le partenariat Roll Back Malaria et l'ONUSIDA lui ont permis d'échanger sur la liste des pays où elle prévoyait d'intervenir en appui aux requêtes de financement. En novembre, lors d'un atelier à Saly au Sénégal, le Fonds mondial et l'ONUSIDA ont pu présenter aux chargé-e-s de projets de L'Initiative et aux expert-e-s les priorités d'intervention du cycle 2020-2022, comme le renforcement des systèmes de santé et la question des populations clés, pour que les missions soient dirigées sur ces enjeux.

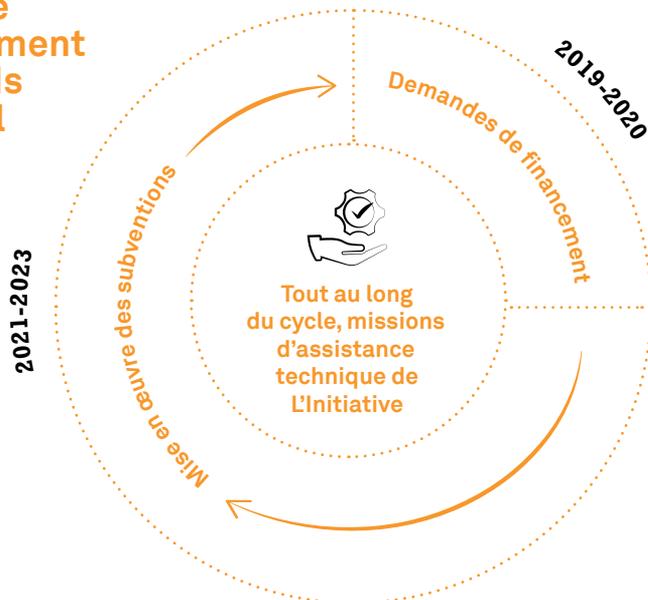
Les actions futures se dessinent

Fin 2019, 24 missions d'assistance technique portant sur l'appui à l'élaboration des demandes de financement étaient validées par le comité

de pilotage de L'Initiative. En Thaïlande et au Cambodge, les expert-e-s de L'Initiative soutiennent les instances de coordination nationale (CCM) dans l'élaboration de leurs demandes de subvention pour lutter contre la tuberculose et le VIH. L'Initiative appuie l'ONG ARCAD-Santé Plus, acteur clé de la lutte contre le VIH au Mali, pour qu'elle soit en mesure de se positionner comme récipiendaire principal des subventions du Fonds mondial. Tandis qu'au Cap-Vert, L'Initiative accompagne pour la première fois l'élaboration d'un plan de transition du pays en vue d'une potentielle sortie des financements du Fonds mondial.

En parallèle, des missions d'assistance technique portant sur la mise en œuvre des subventions et l'accompagnement des bénéficiaires dans le suivi des projets ont continué d'être menées. Des missions dont le nombre augmentera en 2021, une fois les subventions attribuées.

Cycle de financement du Fonds mondial



L'Initiative au Tchad: "Nous travaillons main dans la main vers un accompagnement plus stratégique"



Pr Mahamoud Youssouf Khayal,
ministre de la Santé publique du Tchad

L'Unité de gestion des projets (UGP) du ministère de la Santé publique (MSP) du Tchad créée en octobre 2017 bénéficie d'un appui de L'Initiative pour mieux gérer les subventions du Fonds mondial et des autres partenaires financiers. Le ministre Mahamoud Youssouf Khayal dresse un premier bilan de ce dispositif.

Quelle est votre vision de l'appui de L'Initiative à l'UGP ?

Nous tenons sincèrement à remercier la France qui, à travers L'Initiative, a mis en place cet appui. Ce dispositif était nécessaire pour permettre au MSP d'être bénéficiaire principal des subventions du Fonds mondial. Cet appui nous a aidés à assumer pleinement notre rôle régalien, nous permettant d'assurer la prise en charge médicale de la population. Le renforcement de l'UGP est le gage d'une gestion efficace de nos projets pour atteindre les patients sur l'ensemble du territoire.

Quels sont les progrès dans la gestion des subventions ?

Un an, c'est peu pour dresser un bilan. Mais on peut apprécier

la croissance d'une jeune plante. L'UGP gère à ce jour trois financements (Fonds mondial, GAVI et fonds Gates/Dangote) et je note déjà une nette amélioration des pratiques. Un comité d'audit a été mis en place et garantit l'indépendance de la cellule d'audit interne, des outils détaillant les procédures ont été développés, un système de gestion informatisé est désormais fonctionnel, et quasiment aucune rupture de stocks liée à des défauts de commande n'a été déplorée.

L'équipe de l'UGP a fortement contribué à l'élaboration des requêtes de financement soumises aux bailleurs, en particulier au Fonds mondial, et leur approbation est en bonne voie. Elle est sollicitée dans toutes les activités stratégiques du MSP et s'est récemment impliquée dans la réponse nationale à la Covid-19.

À l'avenir, cet appui sera-t-il encore nécessaire ou devra-t-il évoluer pour répondre à d'autres besoins ?

Dans un avenir proche, le maintien de ce dispositif se justifie pleinement pour consolider les acquis de nos personnels et garantir aux partenaires techniques et financiers la gestion efficace et efficiente des subventions. À moyen terme, nos ambitions sont grandes, les défis qui nous attendent aussi. Au-delà du renouvellement des subventions, le volume des financements et des activités va certainement augmenter. Le mandat du dispositif devra donc évoluer pour se pencher sur les dysfonctionnements systémiques et structurels identifiés en 2019.

Le défi principal est le transfert de compétences : pour l'instant, le dispositif est très présent dans l'opérationnel. La phase qui s'amorce devra déboucher sur une autonomie réelle de l'UGP en matière de gestion. Nous travaillons main dans la main pour arriver à terme à un accompagnement plus stratégique, et c'est une excellente perspective. ●

Cambodge, octobre 2014.

À Prongyeang, une mère et son enfant sont assis à l'abri d'une moustiquaire imprégnée neuve, reçue gratuitement lors d'une distribution dans leur village.



Modalités d'intervention

Le financement de projets catalytiques

Le financement de projets est un des deux modes d'action de L'Initiative. Non seulement ces projets répondent à des enjeux prioritaires, mais ils testent des modes de réponses plus ciblés, flexibles et innovants contre les pandémies. Les projets pilotes ou de recherche opérationnelle peuvent même influencer en profondeur sur les stratégies nationales et les programmes du Fonds mondial.

Les appuis financiers de L'Initiative se répartissent entre des financements de projets d'intervention et de recherche opérationnelle (voir pages 32-33) faisant suite à des appels à propositions, et des accords de gré à gré pour des programmes pilotes à visée politique et stratégique.

Au service des enjeux mondiaux et des Objectifs de développement durable

La montée en compétences de ses partenaires et le passage à l'échelle de leurs programmes sont au cœur de la stratégie de financements de projets de L'Initiative. C'est pourquoi elle appuie majoritairement des projets de moyen terme qui visent à renforcer les acteurs de la santé, nationaux et locaux. Ces opportunités de financements permettent à L'Initiative d'appuyer et d'encourager l'évolution des pratiques et des politiques de santé publique dans le respect des contextes pays et des besoins des multiples parties prenantes (société civile, instituts de recherche et universités, programmes nationaux, ministères de la santé, etc.).

Le
financement de
projets représente
54 %
de l'activité de
L'Initiative en 2019
(en volume financier).



Des projets innovants pour renforcer les systèmes de santé

Les projets de recherche opérationnelle visent des approches plus ciblées, adaptées et innovantes. Ils servent également à identifier et tester des programmes qui, lorsqu'ils ont démontré leur efficacité, pourront ensuite passer à l'échelle, grâce à une intégration dans les stratégies pays et les subventions du Fonds mondial.

L'Initiative finance aussi des projets pilotes à la dimension plus bilatérale, en réponse à un engagement fort de la France dans un domaine précis. L'Initiative présidentielle pour la santé en Afrique (IPSA) se déploie ainsi dans cinq pays : Burundi, Burkina Faso, Mali, Niger, République centrafricaine. Elle met à disposition de chaque pays un expert de haut niveau, qui fournit un appui technique répondant aux besoins exprimés par le ministre de la Santé pour améliorer la mise en œuvre des subventions. Depuis le déploiement des experts à l'été 2019, IPSA a déjà permis d'identifier des pistes d'amélioration, notamment au niveau de la chaîne d'approvisionnement de ces pays, et sera prochainement déployé en République démocratique du Congo dès l'automne 2020.

RECAP TB : mieux couvrir l'Afrique de l'Ouest et centrale

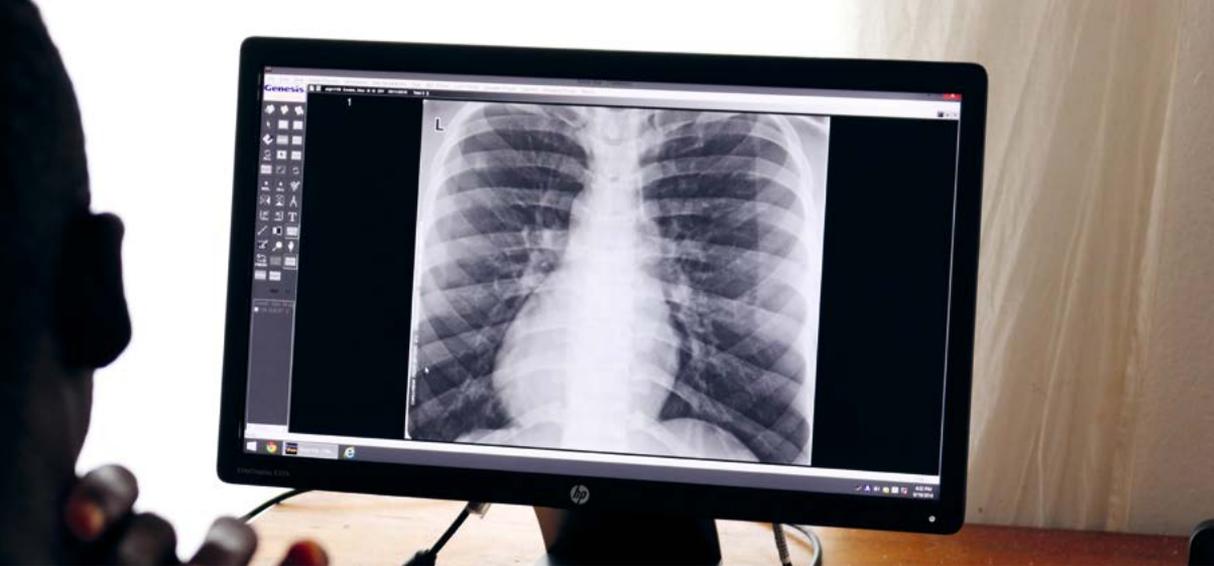
La tuberculose est une menace sanitaire mondiale et demeure l'une des premières causes de décès évitables au niveau global. Or, en Afrique de l'Ouest et centrale, les programmes

nationaux ne détectent et ne traitent que 25 % des cas de tuberculose pharmaco-résistante. Ces données indiquent la persistance d'obstacles à l'accès aux soins. Stigmatisation et discrimination, inégalités liées au genre, faible décentralisation des services, autant de causes qui peuvent expliquer cette couverture insuffisante. Le projet pilote RECAP TB, porté par Alliance Côte d'Ivoire et soutenu par L'Initiative, vise à renforcer l'accès des organismes à bases communautaires et des ONG aux financements de lutte contre la tuberculose et à insuffler une dynamique communautaire pérenne en matière de réponse à la tuberculose au Bénin, au Cameroun, au Niger et au Tchad.

30 expert·e·s formé·e·s sur l'approche communauté, droits et genre

11 ONG impliquées dans le projet





Recherche opérationnelle

Rendre accessibles les stratégies qui marchent

D'exceptionnels progrès scientifiques et médicaux ont jalonné la lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme ces 20 dernières années. Nous disposons désormais de diagnostics et de traitements hautement efficaces, qui sauvent des millions de personnes chaque année. Néanmoins, la question de l'accès à ces avancées demeure fondamentale.

↑ **Sierra Leone, septembre 2018.** Le Port Loko Government Hospital est un des 11 sites du pays équipés pour diagnostiquer la tuberculose. Le pays fait partie des 30 les plus touchés par la pandémie dans le monde.

Améliorer le taux de couverture du diagnostic précoce du paludisme notamment chez les populations rurales éloignées des services de santé, s'assurer que les populations clés bénéficient de dépistages et de prises en charge adaptés ou encore promouvoir massivement le dépistage et le traitement de la tuberculose latente chez les plus vulnérables : le but principal de la recherche opérationnelle est d'évaluer les stratégies de santé publique innovantes et efficaces qui peuvent répondre à toutes ces questions.

↳ **Mettre les stratégies à l'épreuve du terrain**

Le propre de la recherche opérationnelle est de penser les programmes de recherche en fonction de leur impact en santé publique. Les équipes engagées dans ces protocoles mettent tout en œuvre pour prouver l'efficacité des interventions et faciliter leur traduction dans les politiques publiques. C'est pourquoi L'Initiative lance, depuis 2018, un appel à propositions annuel pour financer ces programmes qui testent de nouvelles stratégies et mobilisent les pouvoirs publics autour de ces innovations.

Trois projets de prise en charge intégrée

L'intégration des services, c'est d'abord le renforcement des services centrés sur le patient, fournis par des équipes multidisciplinaires. L'objectif ? Favoriser la collaboration des structures en charge des soins, à tous les échelons du système de santé. C'est particulièrement important pour les femmes enceintes, les enfants et les adolescent-e-s, très exposé-e-s aux trois pandémies. Trois projets sont financés à la suite de l'appel à propositions 2019 « Mère, enfant, adolescent-e : développer des stratégies visant à améliorer l'intégration de la prévention, du dépistage et de

la prise en charge du VIH, de la tuberculose et du paludisme aux systèmes de santé ». En Côte d'Ivoire, PAC-CI évaluera et renforcera les compétences de dépistage et de prise en charge d'un réseau d'agents de santé communautaire. L'IRD étudiera l'efficacité de la mise en place d'équipes mobiles, en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso, pour améliorer l'accès des femmes enceintes et des moins de cinq ans à l'arsenal préventif et thérapeutique antipaludique. Enfin, au Laos, Humanité & Inclusion proposera un paquet de prévention et de soins adaptés aux minorités ethniques, éloignées des services de santé.

« Pour une meilleure prise en charge de la tuberculose latente chez les personnes vivant avec le VIH »



Laurence Borand, directrice du Groupe de recherche clinique à l'Institut Pasteur du Cambodge

D^r Laurence Borand revient sur le traitement de la tuberculose latente et sur le projet de recherche opérationnelle OPTICAM financé suite à l'appel à propositions 2018.*

On estime qu'un tiers de la population mondiale est porteur d'une tuberculose latente : 90 % des personnes infectées resteront asymptomatiques alors que 10 % développeront la tuberculose maladie. La tuberculose latente représente donc un réservoir caché de tuberculose qu'il faut traiter pour éradiquer cette pandémie.

Les personnes vivant avec le VIH ayant plus de risque de

développer une tuberculose active, l'OMS recommande qu'elles reçoivent un traitement contre la tuberculose latente au moins une fois dans leur vie. Jusqu'à récemment, ce traitement consistait en une prise quotidienne de médicament pendant six mois. La durée du traitement compliquait d'autant plus l'observance des patients qu'ils n'avaient ni signe, ni symptôme d'infection. De nouveaux

traitements, plus courts et mieux tolérés, sont maintenant disponibles et recommandés.

En pratique, on observe que trop peu de personnes vivant avec le VIH dans le monde ont reçu un traitement contre la tuberculose latente, notamment au Cambodge, qui fait partie des 30 pays les plus touchés par la pandémie.

Le projet de recherche OPTICAM a pour objectif d'améliorer la prise en charge de la tuberculose latente par l'identification des barrières à l'initiation du traitement de la part des soignants, mais aussi des personnes séropositives, et par la proposition d'une stratégie ciblée incluant des traitements courts. ●

* L'étude OPTICAM (« Optimizing Latent Tuberculosis Treatment Initiation in Cambodia Among People Living with HIV ») est menée par le Groupe de recherche clinique de l'unité d'épidémiologie et de santé publique de l'Institut Pasteur du Cambodge, en collaboration avec les programmes nationaux VIH et tuberculose du Cambodge et la Clinton Health Access Initiative.



Société civile

Rien pour nous, sans nous : la riposte des communautés

Les acteurs de la société civile tissent un lien fondamental entre les structures de santé et les populations, notamment celles marginalisées et les plus affectées. Représentés dans les institutions publiques et les instances de coordination nationale, ils sont un partenaire clé dans la lutte contre les trois pandémies, grâce à leur connaissance du terrain et à leur capacité d'innovation.

↑ **Congo, mai 2017.** Premier contact entre L'Initiative et le Réseau national des associations des positifs du Congo (RENAPC). Depuis, le RENAPC bénéficie d'un financement pour un projet soumis en 2019, et une première mission d'assistance technique contribuera à renforcer ses capacités pour assurer le bon déroulement des activités.

Les acteurs de la société civile sont des ONG, des groupes communautaires, des réseaux de personnes vivant avec les maladies ou des organisations professionnelles. Lien indispensable entre problématiques de terrain et réponses politiques, ils représentent les populations vulnérables au sein des instances de coordination nationale (ou CCM) du Fonds mondial. L'Initiative fait du renforcement des capacités des organisations de la société civile (OSC) l'une de ses priorités : elle finance leurs projets et les accompagne en matière de gestion financière, de gouvernance ou encore sur le volet « mobilisation de ressources ».

Renforcer les capacités des acteurs communautaires

Les missions de L'Initiative auprès des acteurs de la société civile visent à les professionnaliser, renforcer leurs capacités et structurer leurs activités, au niveau national comme régional. L'objectif est de favoriser le déploiement à grande échelle de stratégies communautaires pour l'amélioration de l'accès à la prévention, aux soins et la défense des droits des populations clés. Le projet Riposte, porté par l'association REVS

53 missions
bénéficiant à des acteurs
de la société civile entre
2017 et 2019

Plus forme ainsi les représentants des populations clés au sein de quatre CCM (Burkina Faso, Burundi, Mali, Maurice) pour optimiser leur prise de parole et renforcer leur plaidoyer. Grâce au renforcement de capacités et à la montée en compétences qui en découle, des acteurs de la société civile parviennent à devenir sous-récepteurs, voire récepteurs principaux des subventions du Fonds mondial.

L'Initiative étend d'ailleurs cette action à de nouveaux pays d'intervention. Fin novembre 2019, L'Initiative a lancé pour la première fois une mission d'assistance technique au Rwanda pour appuyer le réseau national des ONG rwandaises (Rwanda NGOs Forum on HIV/AIDS and Health Promotion) dans l'élaboration de son plan stratégique 2020-2024. Cette mission doit également aboutir à une feuille de route pour que L'Initiative puisse structurer ses appuis de long terme à l'association.



Daouda Diouf

Directeur exécutif d'ENDA Santé, Dakar, Sénégal

La proximité francophone d'Expertise France est un atout

L'Institut de la société civile réunit 80 ONG de 18 pays africains. Il nous permet d'harmoniser nos interventions, de faire remonter des informations du terrain en temps réel, et de monter en puissance en matière de plaidoyer. Le partenariat signé avec Expertise France en 2019 va dans le bon sens. Celui d'une gouvernance différente des programmes de santé, qui tient compte des réalités du terrain et cible ses programmes sur les interventions innovantes, sur les populations clés, et sur le retard de nos régions. La proximité francophone d'Expertise France avec la majorité des pays membres est un atout pour mieux comprendre nos contextes et cibler ses appuis.



Cameroun

« MOVIHCAM Health on the road »

Juillet 2019 — juin 2022

Renforcer les capacités d'intervention des acteurs communautaires, réduire les barrières géographiques et socioculturelles dans l'accès aux soins de santé pour les populations potentiellement passerales de l'épidémie, et ainsi améliorer la prévention autour du VIH/sida : c'est le programme ambitieux de « Movihcam Health on the Road », un projet porté par l'association Moto Action et soutenu par L'Initiative. Cette approche décentralisée et innovante cible des zones de fortes vulnérabilités, notamment celles riveraines des deux grands parcs à camions de Douala et Bertoua. Un dispositif

mobile de soins est également déployé pour réaliser différents tests et dépistages. En reconduisant son soutien à Moto Action en 2019, L'Initiative s'inscrit dans la durée et contribue à la pérennité des programmes innovants des organisations communautaires. ●



↑ Cameroun, juillet 2019. Un camp mobile de dépistage de Moto Action. L'association mène des activités de sensibilisation et de dépistages auprès des populations du transport, plus exposées et donc plus vulnérables.

Faciliter l'information des acteurs francophones

Au cœur du mandat de L'Initiative se trouve le soutien aux pays francophones. La prédominance du modèle anglo-saxon dans l'écosystème de la santé mondiale a engendré depuis des décennies un retard dans l'accès à l'information et aux ressources pour nombre d'acteurs d'Afrique francophone.

Les trois cibles 90 de l'ONUSIDA et les Objectifs de développement durable ne seront atteints que si la réponse aux pandémies intègre à leur juste place les OSC et les organisations communautaires. Leurs stratégies et pratiques de terrain sont souvent plus pertinentes et adaptées au contexte, en matière de dépistage comme de prise en charge des populations les plus vulnérables. L'Initiative veut renforcer ces acteurs et leur offrir des espaces de prise de parole et de plaidoyer.

Faire circuler l'information pour développer des synergies

Les organisations soutenues par L'Initiative visent le renforcement de capacités de la société civile et la diffusion d'informations. Alliance Côte d'Ivoire forme par exemple les

acteurs communautaires à la rédaction de publications scientifiques pour mettre en place une culture de la capitalisation et diffuser plus largement les bonnes pratiques développées par les communautés. L'Institut de la société civile, organisation partenaire d'Expertise France depuis octobre 2019 (voir page 35), a quant à lui développé un système de suivi et de collecte de données en temps réel des projets menés par ses membres. Celui-ci doit permettre d'optimiser la remontée et le partage d'informations, et de gagner en efficacité. À une autre échelle, Aidsplan, l'observatoire indépendant du Fonds mondial, fournit des informations et analyses sur les politiques, les procédures et la mise en œuvre des subventions. Il œuvre ainsi à bâtir un réseau mondial de correspondants, de veille et de retours d'expérience.

L'ampleur grandissante de la société civile

Grâce à ses expériences et aux appuis dont elle bénéficie, la société civile monte en compétences et gagne en légitimité. Elle est de plus en plus formée et s'organise désormais à l'échelle régionale. Souvent, la proximité linguistique favorise les actions concertées, la mise en place de synergies et une circulation plus rapide de l'information. Ainsi, avec plus de 80 % de ses membres issus de pays francophones, l'Institut de la société civile tire profit de ce facteur linguistique, qui lui permet d'esquisser une réponse régionale, et de contribuer au rattrapage du retard de l'Afrique de l'Ouest et centrale.



“

Participer à ICASA m'a redonné espoir pour mon pays : j'ai pris conscience que si nous voulons, nous pouvons.

Il n'y a pas de mauvais destin africain, tout n'est qu'une question de volonté, de stratégie, d'initiative et de leadership.



Ammy Fiadanana Njatosoa, ancien responsable suivi-évaluation de l'observatoire VIH de Médecins du monde et de ses partenaires à Madagascar

↑ Kigali, décembre 2019. (De gauche à droite) Dzodjina Dogbe, psychologue clinicienne au sein de l'association togolaise Action contre le sida, Éric Koba, consultant statisticien pour Moto Action, Ammy Fiadanana (voir ci-contre) et Yatimpou Eugénie Tchadre, psychologue clinicienne à Espoir-Vie Togo, ont bénéficié d'une bourse d'Expertise France pour participer à ICASA.

Les communautés représentées à ICASA

Historiquement, les conférences internationales ont été un lieu d'expression incontournable de la société civile, car elles permettent de porter la voix des communautés à plus grande échelle, à l'image d'ICASA, la Conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique. Du 2 au 7 décembre 2019, la 20^e édition de cette conférence s'est

tenue à Kigali au Rwanda sur le thème : « Afrique sans sida : innovation, communauté et leadership politique ». Cinq acteurs de la société civile ont pu y participer grâce à une bourse d'Expertise France, l'occasion pour eux de mettre en valeur leur rôle sur le terrain mais aussi de monter en compétences. Ils ont pu échanger avec le public international de la conférence et côtoyer leaders politiques, partenaires financiers ou encore experts scientifiques.

Capitalisation

Produire et partager des connaissances

La nouvelle stratégie de L'Initiative institue la production et le partage des connaissances comme pilier fort de son action. Cette démarche répond à l'ambition de mieux soutenir l'influence des acteurs français ou francophones, vis-à-vis du Fonds mondial comme des autres partenaires techniques et financiers.

Depuis sa création, L'Initiative contribue à produire et relayer un corpus très riche de connaissances, relatives à la fois au contexte de mise en œuvre des subventions du Fonds mondial et aux défis techniques et politiques auxquels sont confrontées toutes les parties prenantes sur le terrain.

Ces connaissances sont collectées *via* les assistances techniques fournies par L'Initiative ou par le biais de rapports et d'évaluations des programmes financés, sur les thématiques du renforcement des systèmes pour la santé, des



populations vulnérables ou encore en recherche opérationnelle. Cette documentation et les informations disponibles autorisent L'Initiative à des analyses spécifiques ou transversales, toujours porteuses de leçons.

Capitaliser pour mieux accompagner

Dans le même temps, l'engagement de L'Initiative vers un renforcement de ses fonctions de suivi-évaluation et de capitalisation vise à mieux accompagner son organe de gouvernance et les membres de l'équipe dans le pilotage des différentes modalités. Certes, il s'agit d'une obligation d'évaluer les projets, de se doter d'indicateurs pertinents, mais c'est également une opportunité de mieux valoriser le travail effectué par nos partenaires ou nos experts techniques.

Cet effort vise aussi à renforcer notre redevabilité commune, valeur essentielle de toute action d'aide au développement. Pour certains projets, des actions de capitalisation, avec la production d'une collection de publications, complètent cette volonté de faire profiter au plus grand nombre les réussites et les défis que L'Initiative et ses partenaires rencontrent.



↑ **Sénégal, septembre 2018.**
Atelier de capitalisation sur les projets
«Adolescents et jeunes filles» financés
dans le cadre de l'appel à propositions 2015.

à voir

Capitalisation : ***l'expérience d’Affirmative Action***

En 2019, l'association camerounaise Affirmative Action s'est engagée dans une démarche de capitalisation, avec le soutien de L'Initiative. Un rapport a été produit, regroupant une série d'exemples, de conseils, pouvant être utiles aux autres associations du secteur cherchant à professionnaliser leur action, aux partenaires techniques et financiers ou encore aux acteurs publics nationaux qui soutiennent des associations communautaires.

Affirmative Action se propose ainsi de fournir des repères à d'autres organisations identitaires qui souhaitent devenir sous-réceptaires des subventions du Fonds mondial au Cameroun, en Afrique et partout dans le monde, en revenant sur les étapes clés de son histoire.

... Pour en savoir plus :
<https://bit.ly/mediatheque-affirmativeaction>

Échanger sur l'évaluation de nos actions

En novembre 2019, L'Initiative a participé au Forum international francophone de l'évaluation, à Ouagadougou. Les 300 participants (institutions, société civile, universitaires...) originaires d'une trentaine de pays ont pu réfléchir à la question : « L'évaluation au profit de qui, et de quelles valeurs ? » À cette occasion, L'Initiative a présenté son dispositif d'évaluation transversale, qui met en lumière les bonnes pratiques et recommandations issues de l'évaluation de projets sur une même thématique. Une approche qui autorise le partage des leçons apprises et favorise les apprentissages. Ce forum fut également l'occasion de débattre avec la communauté de l'évaluation sur la manière dont commanditaires et évaluateurs peuvent travailler ensemble pour adapter les évaluations aux contextes culturels, pour obtenir des résultats utiles aux bailleurs comme à l'ensemble des acteurs de la coopération internationale.

... Pour en savoir plus, retrouvez toutes les évaluations transversales de L'Initiative :
<https://bit.ly/Initiative-evaluations-transversales>

Les grands enjeux

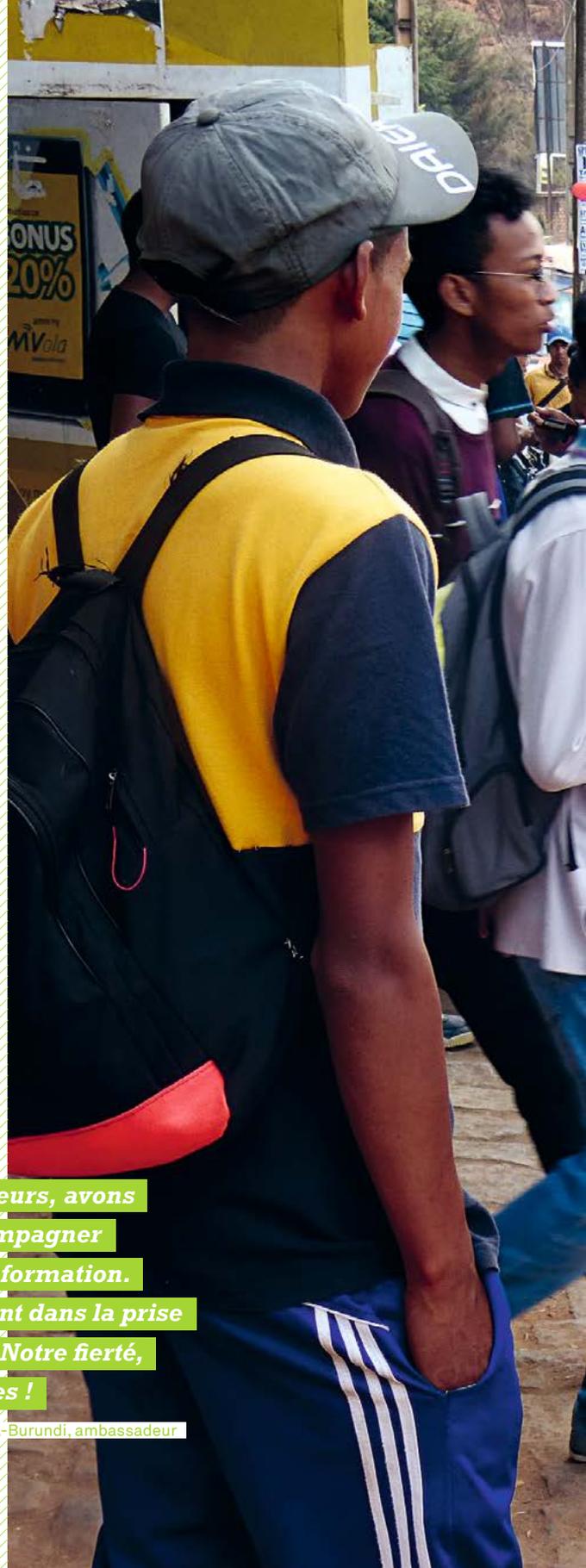
Le chemin vers l'élimination des pandémies est encore long. 1 000 adolescentes et jeunes femmes sont infectées au VIH chaque jour, un enfant meurt du paludisme toutes les deux minutes et la tuberculose reste la maladie infectieuse la plus meurtrière à l'échelle mondiale. Dans certains pays, des communautés marginalisées n'ont toujours pas accès à des soins de qualité. Pourtant, elles doivent être au cœur de la réponse pour parvenir à vaincre les trois grandes pandémies. L'Initiative prend la mesure de l'urgence, et intervient prioritairement auprès des populations clés.



Nous, les pair-éducateurs, avons été formés pour accompagner et diffuser la bonne information.

Notre rôle est important dans la prise en charge des jeunes. Notre fierté, c'est de sauver des vies !

Thérance, pair-éducateur à la SWAA-Burundi, ambassadeur du réseau Grandir ensemble





Pages 42-45

Santé mère-enfant

Le défi de la vulnérabilité

Pages 46-49

Santé sexuelle et reproductive

Enfants et ados vivant avec le VIH, laissés-pour-compte ?

Pages 50-53

Pandémies et droits humains

Au ban de la société, les oubliés de la santé

Pages 54-59

Médicaments et produits de santé

Pour des traitements accessibles et de qualité

←
Madagascar, janvier 2019.

Une militante de l'Association des femmes samaritaines sensibilise sur la transmission du VIH et enquête sur les pratiques de dépistage. Une campagne sur les barrières à l'accès au dépistage et aux soins, menée dans le cadre de l'observatoire du VIH mis en place par Médecins du Monde avec quatre associations de populations clés.



Faire passer le taux mondial de mortalité maternelle sous les 70 pour 100 000 naissances vivantes d'ici 2030.

Cible 3.1 de l'Objectif de développement durable n° 3



Thaïlande, février 2019. Une jeune femme birmane consulte un médecin pour le suivi de sa grossesse à la clinique de la SMRU à Wang Pha.

Depuis 2000, les enfants de moins de cinq ans meurent deux fois moins et les décès maternels ont diminué de 38 %, grâce à l'amélioration de l'accès à des services de santé abordables et de qualité. Pourtant, l'accès universel à la prévention, au dépistage, au diagnostic et au traitement des femmes et des enfants dans le monde est encore loin d'être atteint. L'accouchement et la naissance sont les moments où les femmes et les nouveau-nés sont les plus vulnérables : d'après l'OMS, une mère en couches ou un nouveau-né décède toutes les 11 secondes. Plus généralement, les femmes et les enfants sont souvent les plus démunis face aux maladies sexuellement transmissibles et aux épidémies.

La santé des femmes et des enfants est une priorité

Dans la continuité de l'Objectif de développement durable n° 3, et en lien direct avec la stratégie française en santé mondiale, L'Initiative a renforcé son soutien à la lutte contre la mortalité maternelle et infantile. Cela passe notamment par l'appui à des projets d'amélioration de la prise en charge du couple mère-enfant : accès au dépistage précoce du VIH et du virus de l'hépatite B chez les femmes enceintes et leurs nourrissons en Côte d'Ivoire porté par le PAC-CI, renforcement de l'accès à des services de santé maternelle et périnatale pour des populations féminines migrantes en Thaïlande par la SMRU, études épidémiologiques sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées au Bénin de l'IRD.

Santé mère-enfant

Le défi de la vulnérabilité

Chaque jour, 17 000 enfants de moins de cinq ans, 4 000 adolescents et 800 femmes enceintes décèdent dans le monde. Pourtant, dans leur grande majorité, ces morts ont des causes évitables. L'Initiative s'efforce, avec ses partenaires, de protéger ces groupes particulièrement vulnérables. L'objectif : les mettre hors de danger d'ici 2030.

“ Identifier les freins à la protection des femmes enceintes contre le paludisme ”



Gilles Cottrell,
chercheur épidémiologiste
à l'IRD



Armel Djènontin,
entomologiste médical
à l'université d'Abomey-Calavi

Quels sont les facteurs d'obstacles à la lutte contre le paludisme chez les femmes enceintes ? C'est ce que doit déterminer Evalmous 2, second volet d'une étude lancée au Bénin en 2016. Financée par L'Initiative et menée par l'IRD avec l'université d'Abomey-Calavi, elle élargit l'analyse à l'échelle du pays.

Pourquoi cibler les femmes enceintes dans la lutte contre le paludisme ?

G. C. L'exposition au parasite en début de grossesse peut provoquer des problèmes placentaires, ce qui aboutit à des faibles poids de naissance, donc à des enfants plus fragiles. Les enfants de mères atteintes sont aussi plus sensibles au parasite.

A. D. Le traitement préventif intermittent, contre-indiqué au premier trimestre, n'est administré qu'à partir du quatrième mois. Avant cela, une moustiquaire imprégnée d'insecticide à longue durée

d'action est encore plus indispensable que pendant le reste de la grossesse. Au Bénin, les centres de santé les distribuent lors des consultations prénatales.

Quels sont les résultats de la première étude Evalmous ?

A. D. Réalisée dans la région lacustre du sud du pays, Evalmous 1 a montré que la majorité des femmes enceintes utilisent une moustiquaire. Malheureusement, celle-ci est souvent en mauvais état : d'après les tests en laboratoire, seules 7 % des moustiquaires

analysées étaient bio-efficaces, selon les critères de l'OMS.

G. C. Plus alarmant : si 60 % de femmes ont déclaré avoir reçu une moustiquaire neuve au centre de santé, seules 30 % ont déclaré l'avoir utilisée. Si ce non-usage était confirmé, il faudrait une enquête qualitative complète pour l'expliquer.

Quel est l'objectif d'Evalmous 2 ?

A. D. Nous élargissons l'étude pour confirmer (ou infirmer) ces résultats et évaluer la distribution des moustiquaires aux femmes enceintes en nous positionnant dans 12 centres de santé dans tout le pays.

G. C. L'objectif à terme est d'appuyer le Programme national de lutte contre le paludisme du Bénin dans l'établissement du Plan stratégique national 2021, notamment par l'éventuelle révision de la sensibilisation des femmes enceintes. Pourquoi pas en lien avec la formation à la gestion du paludisme des travailleurs de santé communautaires, effectuée dans le cadre de la subvention du Fonds mondial ? ●

Prévenir et guérir : pour une offre intégrée de services

Réduire la vulnérabilité des mères et des enfants passe par une offre intégrée de services, pour elles comme pour eux. Les projets appuyés par L'Initiative ciblent des moments stratégiques pour dépister, prévenir et soigner, et visent à créer un continuum de soins entre la mère et l'enfant.

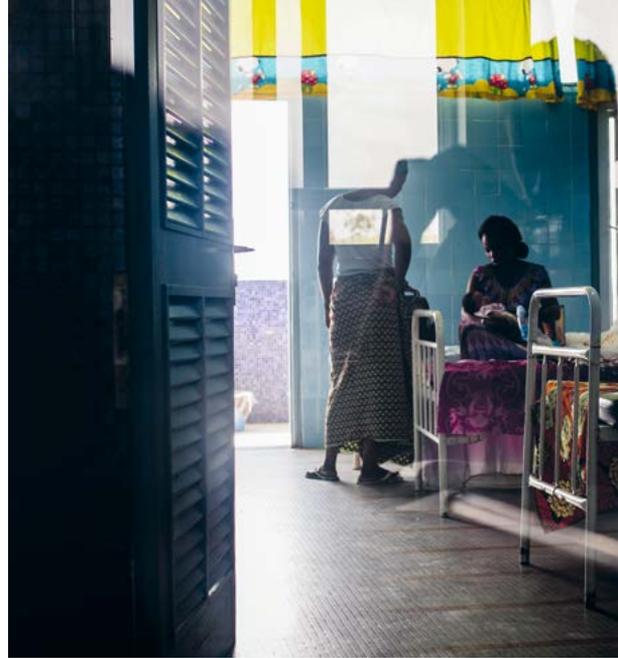
L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud concentrent plus de 80 % des décès chez la mère et l'enfant selon l'OMS. Ces décès sont surtout imputables au manque de ressources et d'accès à des services de santé de qualité. En 2019, L'Initiative a à nouveau ciblé plusieurs projets en Afrique de l'Ouest et dans le Grand Mékong.

Des actions ciblées sur des moments clés

L'accouchement et la période post-partum sont les moments où la femme et le nouveau-né sont les plus vulnérables. Ce sont des étapes stratégiques de la lutte contre la propagation des épidémies, car 80 % des femmes enceintes fréquentent les établissements sanitaires au moins une fois par grossesse pour une consultation pré ou postnatale. Il est donc plus aisé d'entrer en contact avec les populations isolées ou margina-

lisées pour déployer prévention, dépistage et suivi. Le partenariat mis en place avec la SMRU (voir ci-contre) en Thaïlande renforce ainsi l'accessibilité des services de santé maternelle et périnatale de qualité pour des populations migrantes ou mobiles, pen-

 **80 %**
des décès mondiaux
chez la mère et l'enfant
se concentrent en Afrique
subsaharienne et
en Asie du Sud



dant et après l'accouchement. La démarche est similaire dans le projet Depistneo, porté par le Programme PACCI en Côte d'Ivoire qui met en œuvre le dépistage VIH-VHB de la mère et du nouveau-né lors de l'accouchement, avec visites de contrôle aux six mois de l'enfant. Un système d'information suit les couples mère-enfant exposés dans le cadre d'un continuum de soins et permet d'améliorer le dépistage précoce du VIH, l'accès au traitement antirétroviral et la couverture vaccinale de l'hépatite B.

Optimiser l'accompagnement pour mieux sensibiliser

La proximité des soins est un réel enjeu de l'efficacité du suivi. Dans le projet Depistneo, les conseillères communautaires jouent un rôle majeur pour retrouver les femmes « perdues de vue » en Côte d'Ivoire. En Thaïlande, des activités mobiles de santé sexuelle et reproductive (SSR) sont menées par des équipes de proximité liées au centre de Wang Pha pour rapprocher les services de soins des femmes de communautés éloignées. Enfin, des ateliers, des forums et des cours sont menés dans le cadre d'un travail fondamental de sensibilisation, auprès des mères en Côte d'Ivoire et auprès des adolescent-e-s en Thaïlande, sur la SSR, les questions de genre ou l'importance des soins et du suivi, pour elles comme pour leurs enfants.



Côte d'Ivoire, novembre 2017.

CHU de Cocody, Abidjan. Les mères se voient systématiquement offrir un dépistage pour le VIH et le VHB après leur accouchement.



et infantile. Pourtant, la majorité de ces personnes mobiles ou migrantes ont entre 15 et 40 ans, tranche d'âge la plus sexuellement active et donc prioritaire en matière de SSR.

Une population privée d'accès aux soins

La SMRU a donc développé un programme dont l'approche proactive et communautaire vise à renforcer l'accessibilité à ces services de santé dans les trois districts représentant les principaux lieux de passage entre le Myanmar et la Thaïlande. Pour ce faire, elle bénéficiera de l'appui du M-Fund : financé par le Fonds mondial, L'Initiative et l'Unicef, il met en œuvre un nouveau modèle d'assurance maladie à but non lucratif et à faible coût pour ces populations particulièrement à risque. ●



992 956 €

Financement de L'Initiative, soit 80 % du budget global



Thaïlande

Un accès aux soins pour les femmes mobiles ou migrantes du Myanmar

Mars 2020 — février 2023

L'Initiative a noué en 2019 un nouveau partenariat avec la Shoklo Malaria Research Unit (SMRU) de l'université de Mahidol. Son but : renforcer l'accès aux services de santé pour les femmes mobiles ou migrantes marginalisées de la province de Tak.

Au moins 2,3 millions de personnes migrantes ou mobiles originaires du Myanmar travaillent en Thaïlande selon l'Office international des migrations (OIM), auxquelles s'ajoutent 800 000 migrants en situation irrégulière. Le manque d'infrastructures et de ressources humaines qualifiées dans leur pays d'origine en faisait déjà des populations à risque. Une fois en Thaïlande, leur marginalisation, leur situation irrégulière et leur précarité les privent d'un accès à des soins de qualité, notamment en matière de santé maternelle



↑ **Thaïlande, février 2019.** Une jeune mère à la clinique de la SMRU de Wang Pha. Cette clinique accueille tous les jours des dizaines de femmes birmanes qui traversent la frontière pour accéder aux soins.



Santé sexuelle et reproductive

Enfants et ados vivant avec le VIH, laissés-pour-compte ?

Cette dernière décennie a vu la mortalité liée au VIH baisser significativement pour toutes les tranches d'âge, sauf pour les 10-19 ans. Chez eux, le nombre de décès a même augmenté. Une situation encore plus préoccupante dans les pays d'Afrique de l'Ouest et centrale.

En Afrique de l'Ouest et centrale, plus de la moitié de la population a moins de 25 ans. Malgré des avancées importantes ces dernières années, les jeunes de la région payent toujours un lourd tribut au VIH/sida. L'Initiative focalise son action dans cette zone pour répondre à l'urgence et proposer des solutions.

Des jeunes filles particulièrement exposées

En 2018, selon l'Unicef, environ 2,8 millions d'enfants et d'adolescents vivaient avec le VIH dans le monde. 90 % d'entre eux étaient en Afrique subsaharienne, et la moitié d'entre eux seulement suivaient un traitement anti-rétroviral. Les filles sont bien plus durement touchées : en Afrique subsaharienne, quatre adolescents nouvellement infectés sur cinq sont des jeunes filles. Selon l'ONUSIDA, près de 6 000 d'entre elles sont contaminées chaque semaine, notamment en raison des violences basées sur le genre et du faible accès aux services de santé sexuelle et reproductive.

Des besoins spécifiques pour les enfants et les jeunes

Les causes du fort taux de prévalence des jeunes et de leur mortalité accrue se résument presque toutes à une inadéquation des soins de santé à leurs besoins.

Dakar, septembre 2018.

Jeunes filles et adolescentes face à l'océan Atlantique. 15 % des morts du VIH dans le monde sont des enfants et des adolescents alors qu'ils ne représentent que 7,4 % des personnes vivant avec le VIH.

La question des formules pédiatriques est un enjeu majeur. Elles ne sont pas une priorité des laboratoires pharmaceutiques et les traitements sont encore aujourd'hui souvent inadaptés aux enfants : ils vivent parfois mal la quantité de médicaments à prendre, d'autant qu'ils ont rarement connaissance de leur statut. Devenus adolescents, nombreux sont ceux qui cessent de suivre leur traitement, avec des répercussions dramatiques sur leur santé. De plus, les prescripteurs de soins sont souvent insuffisamment formés à la prise en charge spécifique des adolescents : leur sexualité ou leur vie affective est ainsi trop rarement prise en compte dans les services proposés. Enfin, les contextes culturels et socio-économiques sont aussi des freins dans l'accès aux soins et à la contraception, en particulier dans les zones rurales.

Des réponses dynamiques pour l'avenir

En 2015, L'Initiative a sélectionné six projets dans le cadre de l'appel à propositions « Adolescents et jeunes filles ». Parmi eux, le projet JADES, mis en œuvre par Solthis au Mali et au Niger, ou encore un projet porté par Sidaction dans cinq pays africains. Ceux-ci placent les jeunes au centre de leur prise en charge, en portant leur voix et en impliquant l'ensemble des acteurs (familles, personnel soignant, responsables politiques...). Dans les structures partenaires de Sidaction, le nombre de jeunes sortis du parcours de soins a baissé de 35 %. Ces adolescents ont pu reprendre leur traitement et partager leurs préoccupations dans des espaces sécurisés et bienveillants. →

90 %
des enfants
malades du sida
vivent en Afrique

Capitaliser pour mieux essayer



En septembre 2018, un atelier de capitalisation a réuni, à Dakar, les porteurs des projets « Adolescents et jeunes filles » soutenus par L'Initiative et leurs partenaires sur le terrain. Ensemble, ils sont revenus sur les apports des sessions de formation sur la santé sexuelle et reproductive organisées par L'Initiative entre 2016 et 2017. Des fiches pratiques réalisées à l'issue de cet atelier permettent aujourd'hui de diffuser à d'autres structures les bonnes pratiques et leçons apprises.

... Pour en savoir plus :

<https://bit.ly/Initiative-capitalisation-SSR>



Stanislas Dakono
Association ASDAP, Mali

La formation a changé ma façon de travailler avec les jeunes et de les comprendre. Elle m'a permis de créer un espace de non-jugement.

≈ **120 000**
enfants et adolescents
sont morts du VIH
en 2018

Une approche qui a notamment abouti à la création de Grandir ensemble, réseau de pairs-éducateurs dans toute la région saharo-sahélienne. Formidable outil pour améliorer la prise en charge des jeunes, la paire-éducation doit toutefois être encadrée pour ne pas trop peser sur les adolescents engagés qui font face, eux aussi, à des problématiques médicales et familiales.

D'autres solutions voient le jour. De nouvelles combinaisons d'antirétroviraux, comme des trai-

tements « 4 en 1 », pourraient rendre moins contraignants la prise des médicaments pour les très jeunes enfants. Plusieurs applications mobiles comme Life4me+ ou encore HelloAdo au Sénégal ont également été développées pour améliorer la sensibilisation des jeunes et répondre à leurs interrogations sur le VIH et la sexualité. Les technologies de l'information et de la communication comme vecteur d'information et de sensibilisation semblent être une solution pleine d'avenir.



Dans la lutte, j'ai perdu plein de mes amis qui sont morts de cette maladie. C'est pour ça que je me suis fortement impliquée dans cette lutte contre le VIH/sida.

Tatiana, paire-éducatrice depuis trois ans et ambassadrice du réseau Grandir ensemble



Kigali, décembre 2019. Deux adolescentes ambassadrices du réseau Grandir ensemble jouent une saynète pour présenter leur quotidien de paires-éducatrices à la conférence ICASA, conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique.

à écouter



Identifier les défis, parler des solutions

Lors de la 20^e édition de la Conférence internationale sur le sida et les IST en Afrique (ICASA), en décembre 2019 à Kigali, L'Initiative a organisé la table ronde « Jeunes et VIH : témoignages des adolescent-e-s du réseau Grandir ensemble » avec Sidaction. Le but : revenir sur les enjeux de la paire-éducation avec les jeunes et leurs encadrants. En parallèle, dans le cadre d'un partenariat avec RFI, une édition de « Priorité santé » a été enregistrée sur le thème « Jeunes et VIH ». Au micro, Rodrigue Koffi, coordinateur du réseau Grandir ensemble, Tatiana, paire-éducatrice de l'ONG AMC à Lomé, et David Masson, pédiatre référent de Sidaction.



Pour écouter l'émission sur RFI :

<http://www.rfi.fr/fr/emission/20191204-jeunes-le-vih>

“ Pour une approche genrée efficace, il faudrait aussi cibler les hommes ”



Anne Boutin,
évaluatrice de projets, bureau d'études Gaïa Développement

L'Initiative a mené une évaluation transversale des six projets financés dans le cadre de son appel à propositions 2015 «Adolescents et jeunes filles», suite à leur clôture en 2018. Anne Boutin, évaluatrice, revient sur ces projets et sur les conclusions de l'évaluation.

Parmi les projets évalués, quelle approche a particulièrement retenu votre attention ?

S'il ne faut en citer qu'une, je retiendrai l'éducation sexuelle et reproductive en milieu scolaire, avec les projets portés par Solthis au Mali et au Niger, ou la plateforme ClickInfoAdo mise en place par Oxfam au Sénégal. Cette dernière a permis une très bonne

appropriation par les élèves et les enseignants. En impliquant des imams, Oxfam comme Solthis ont aussi pu intervenir dans les écoles coraniques, traditionnellement fermées à la question.

Quelle piste transversale améliorerait l'efficacité de ces projets ?

Quand on conduit beaucoup d'évaluations, on fait souvent

un même constat : les projets sont pertinents, efficaces, et ont des effets, mais sont rarement pérennes. Le temps des projets n'est pas le temps du changement : leur durée n'est pas suffisante pour mener des plaidoyers longs et complexes qui influencent les pouvoirs publics. Les programmes nationaux s'approprient très peu les effets des projets. En incluant les acteurs publics dès la mise en œuvre du projet et dans le comité de pilotage du projet, Solthis a voulu pallier cela.

Les femmes sont davantage touchées. Une approche genrée est-elle utile ?

Oui, mais c'est souvent par des modules spécifiques destinés aux femmes. Pour une approche genrée efficace, il faudrait aussi cibler les hommes. Ce sont eux qui par peur, par manque d'informations, peuvent pousser les femmes vers des comportements à risques et les inciter à cacher leur séropositivité : ils refusent ainsi bien plus souvent que les femmes le dépistage et la contraception, et marient leurs filles précocement. ●

à lire

Une évaluation transversale des projets «Adolescents et jeunes filles»

Après avoir mené une étude préliminaire sur la santé sexuelle et reproductive chez les enfants et les jeunes, les bureaux d'études Gaïa Développement et STEPS Consulting social ont apprécié la performance des projets à travers les critères d'évaluation « standards » : la pertinence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité. L'appropriation et la participation, deux enjeux majeurs pour ces projets, ont donc également été analysées au cours de cette évaluation transversale.

● Pour en savoir plus :

<https://bit.ly/Initiative-evaluation-ados-jeunesfilles>

Pandémies et droits humains

Au ban de la société, les oubliés de la santé

Certaines populations sont d'autant plus vulnérables qu'elles sont stigmatisées. Les données sur leur situation manquent, leur accès aux soins est entravé pour des raisons juridiques, socioculturelles ou économiques. L'Initiative agit aussi pour les personnes marginalisées, qu'elles le soient par la justice ou le regard des autres.

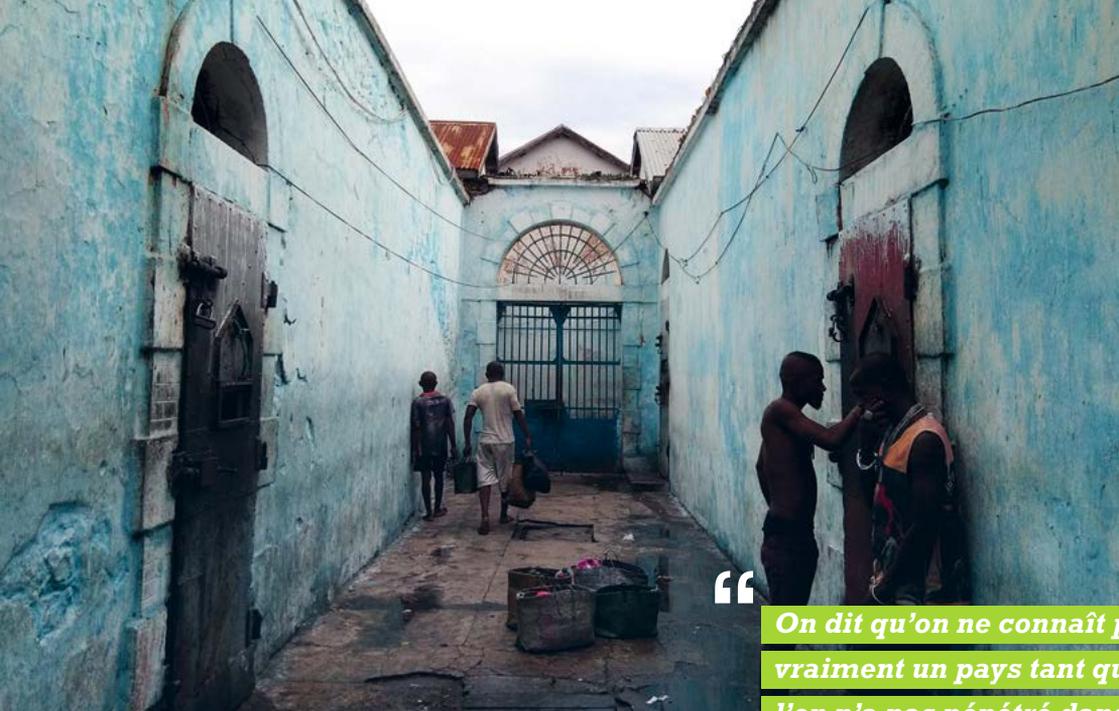
Madagascar, décembre 2019. Un couloir de la prison de Mahajanga, l'une des quatre maisons centrales où l'Institut Pasteur mène un projet d'amélioration du parcours de soins intra et postcarcéral. Le risque de développer la tuberculose y est huit fois supérieur qu'à l'extérieur (données MSANP et TB Global Report 2016).

Les populations qui vivent dans – ou à la frontière de – l'illégalité, stigmatisées, se retrouvent écartées de l'accès aux soins et à la prévention dans leur pays. Ces populations clés dans la lutte contre les pandémies sont les plus touchées par les maladies. Leur situation est une atteinte aux droits humains passée sous silence, dans une relative indifférence. Comment alors connaître ces groupes vulnérables, développer des approches adaptées, améliorer leur accès aux soins et les inclure dans les stratégies de lutte ? L'Initiative soutient les acteurs qui œuvrent pour trouver des solutions.

Les prisons : foyers de propagation, déserts sanitaires

L'insalubrité, la surpopulation et la promiscuité inhérentes aux milieux carcéraux créent les conditions d'une extrême vulnérabilité face aux pandémies. Les financements limités, les ruptures d'approvisionnements en médicaments et le manque de personnels soignants impactent en premier lieu les personnes détenues. La sous-alimentation chronique détériore également leur état de santé. Ainsi, dans les prisons malgaches surpeuplées, la tuberculose se développe de façon disproportionnée. Tandis que les rapports sexuels entre hommes sans protection, l'échange de seringues et les blessures mal soignées favorisent la propagation du VIH.

Une fois libres, les anciens détenus sont rarement dépistés, et les stigmates qu'ils portent les enferment souvent dans une spirale faite de pauvreté, de non-observance des traitements et de nouvelles incarcérations. À Madagascar et à Maurice, L'Initiative soutient des projets de renforcement de l'accès au dépistage et aux



“

**On dit qu'on ne connaît pas
vraiment un pays tant que
l'on n'a pas pénétré dans
ses prisons.**

Nelson Mandela, 1994

soins pour les personnes détenues. Ils visent une amélioration du parcours de soins intra et postcarcéral, avec un volet psychosocial, favorisant le suivi et la réinsertion après la prison.

La discrimination, condamnation au silence

Les tabous, les préjugés et les violences qui entourent les personnes transgenres, les professionnel-le-s du sexe ou les hommes ayant des rapports sexuels avec les hommes sont autant de freins qui minent le chemin de ces groupes vulnérables vers les services de santé. Ces discriminations s'appuient souvent sur des lois répressives : l'homosexualité est passible de lourdes peines de prison dans de nombreux pays, voire de la peine de mort dans quatre pays africains.

Un contexte hostile qui amène les hommes ayant des relations avec des hommes à taire leur sexualité en consultation et à éviter les dépistages. Au Cameroun, selon une enquête IBBS, en 2016, seuls 7,8 % avaient déjà révélé leur orientation sexuelle à un soignant. L'association Alternatives-Cameroun, en partenariat avec Affirmative Action, s'est attaquée à ce

**71 %
des personnels
de soins
en Égypte refusent
de soigner une personne
vivant avec le VIH**

problème *via* une approche communautaire avec des résultats probants : les tests de dépistage démedicalisés, réalisés par des pairs directement sur les sites fréquentés par ces personnes homosexuelles, créent un climat de confiance, et améliorent la prise en charge. En Égypte, où les contaminations au VIH ont augmenté de 76 % depuis 2010, un projet de renforcement de l'accès aux soins porté par Al Shehab Foundation for Comprehensive Development cible les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, les professionnel-le-s du sexe et les usager-ères de drogue, groupes les plus discriminés et les plus touchés par le VIH dans le pays.

Tous ces programmes remontent des données du terrain, jusque-là inexistantes, qui permettent de connaître le vrai visage de l'épidémie dans les pays partenaires. Et dans un second temps, nourrissent le plaidoyer en faveur du respect des droits et de l'accès pour tous à la santé.

Pour que le handicap ne soit plus une double peine

Il y a plus d'un milliard de personnes en situation de handicap dans le monde. Leur vulnérabilité accrue face au VIH et leur éloignement des services de soins, notamment en Afrique de l'Ouest, ont été démontrés par une série d'études, dont certaines financées par L'Initiative. Leur prise en compte tardive mine la réalisation des trois cibles 90 d'ici 2030, d'où la nécessité d'un plan de rattrapage.

Les personnes handicapées sont davantage exposées à la pauvreté, aux violences ou aux restrictions d'accès aux services, créant ce qu'on appelle un « environnement à risque de VIH ».

Oubliés de la lutte contre le VIH

Contrairement aux idées reçues, la grande majorité des adultes handicapés ont une vie sexuelle. Ce faisant, ils sont deux à quatre fois plus atteints par le VIH que les personnes valides. Cette disparité s'explique par leur pauvreté, le manque d'informations, les violences et la discrimination dont ils font l'objet. Sans oublier l'inadaptation des services de santé à leurs besoins. Selon une étude sur le handicap réalisée entre 2016 et 2018 par Humanité & Inclusion (H&I) dans quatre pays d'Afrique de l'Ouest, 66 % des personnes interrogées ont déjà renoncé à des soins faute de moyens. Moins de 14 % d'entre elles ont déjà pris



↑ **Sénégal, mars 2018.** Un travailleur communautaire sensibilise des habitants de la région de Zinguichor sur la prévention et l'accès aux soins des personnes en situation de handicap. Le projet Inclusiph vise à accompagner 15 943 personnes.

part à une activité de prévention du VIH et 30 % seulement ont déjà fait un test VIH. Enfin, un quart des femmes en situation de handicap sont victimes de viols ou de violences sexuelles.

Une prise de conscience qui monte en puissance

Depuis cinq ans, L'Initiative soutient des projets visant à inclure les personnes en situation de handicap dans les ripostes nationales de lutte contre le VIH/sida en Afrique de l'Ouest. Les volontés convergentes de L'Initiative et d'Humanité & Inclusion de renforcer les capacités des acteurs locaux ont favorisé la montée en puissance de certaines associations telles que la FEMAPH au Mali, devenue à son tour porteur de projet (voir interview ci-contre). En parallèle de cette dynamique, à travers la subvention régionale du Fonds mondial, H&I a contribué à produire et disséminer des données sur la prévalence et les facteurs de vulnérabilité des personnes en situation de handicap face au VIH/sida. Données qui ont nourri le travail de plaidoyer et ont amené, en décembre 2019 en marge de la conférence ICASA, de nombreux pays à s'engager pour accentuer leurs efforts en la matière, en signant la déclaration de Praia.



“Pour l’inclusion des personnes en situation de handicap”

Interview



Sinaba Fatoumata Camara,
cheffe de projet AAmI-Tous VIH/sida

Les freins à l'accès des personnes en situation de handicap aux services de santé sont nombreux et leur vulnérabilité face au VIH/sida et aux infections sexuellement transmissibles est grande. Des inégalités que souhaite combattre le projet « Accès amélioré par l'inclusion de tous dans la lutte contre le VIH/sida au Mali » (AAmI-Tous VIH/sida) porté par la FEMAPH.

Quelle est la situation des personnes en situation de handicap au Mali par rapport au VIH ?

Selon l'enquête bio-comportementale menée en 2019 par Humanité & Inclusion en partenariat avec la Fédération malienne des associations de personnes handicapées (FEMAPH), la prévalence du VIH chez les personnes en situation de handicap est de 2,3 % contre 1,2 % dans la population malienne globale. Cette plus grande vulnérabilité est encore accentuée du fait de la situation

de crise que traverse le pays depuis 2012.

Comment accueillez-vous ces résultats sur les personnes handicapées et le VIH au Mali ?

Comme une injonction à renforcer les acteurs de la lutte contre le VIH et ceux du handicap. Avec ces données actualisées, nous étayons notre plaidoyer en faveur de l'inclusion des personnes handicapées dans la réponse au VIH/sida, pour une prise en compte urgente de leur vulnérabilité.

Quelles sont les réalisations du projet depuis son lancement en août 2019 ?

En collaboration avec le Réseau malien des associations de personnes vivant avec le VIH (RMAP+) et H&I, des prestataires des centres de conseil et de dépistage volontaires ont été formés à la collecte de données. Les membres d'organisations de personnes handicapées ont aussi bénéficié de formation en accompagnement social personnalisé.

Le point d'orgue de l'année a été le Colloque national sur le handicap et le VIH/sida, le 12 décembre 2019 à Bamako. Il a réuni 78 participants, dont des responsables institutionnels et des acteurs du plaidoyer, et a permis de formuler des recommandations très utiles pour la suite du projet. ●



Médicaments et produits de santé

Pour des traitements accessibles et de qualité

La disponibilité et la qualité des médicaments sont des enjeux majeurs pour éliminer les trois pandémies, particulièrement en Afrique où seuls 3 % des médicaments du marché mondial sont produits. Approvisionnement, contrôle qualité, distribution : L'Initiative appuie les pays à chaque étape de la gestion des produits de santé.

← Burkina Faso, novembre 2019. Cérémonie de lancement du projet CFEA porté par l'ACAME.

Production limitée, chaînes d'approvisionnement fragmentées, réglementations insuffisantes, laboratoires sous-équipés... Souvent conjuguées, ces difficultés entraînent pénuries, ruptures de stock et trafic de médicaments. De solides systèmes d'achat et d'approvisionnement en médicaments ainsi que des systèmes d'information sanitaire efficaces pour la gestion des achats et des stocks (GAS) sont indispensables pour conduire des programmes performants de lutte contre les pandémies et atteindre la couverture santé universelle. Le renforcement du cycle des produits de santé est au cœur de la stratégie 2017-2022 du Fonds mondial et est une des priorités de L'Initiative, qui apporte son appui à chaque étape (voir infographie). Cette dernière soutient des réponses sur les plans sanitaire et juridique, mais aussi sur le volet « qualité » des produits de santé.

Pour un approvisionnement mieux contrôlé

Les centrales d'achats ont pour rôle d'approvisionner le secteur public sanitaire en produits de santé de qualité et à prix abordable. Depuis 2012, L'Initiative s'engage aux côtés de l'Association des centrales d'achats de médicaments essentiels (ACAME), groupement de 22 centrales africaines, pour renforcer durablement ces acteurs. Celle-ci a notamment acté en 2019 la création du Centre de formation et d'expertise (CFEA) : il délivrera une formation qualifiante à tous les professionnels de la chaîne d'approvisionnement en produits de santé, y compris ceux du secteur privé, contribuant au renforcement de l'efficacité des systèmes d'approvisionnement et de distribution des produits de santé en Afrique de l'Ouest et centrale.

L'Initiative développe également des assistances techniques sur mesure aux centrales d'achats

Cycle de gestion de l'approvisionnement et des stocks (GAS)

* Systèmes d'information de gestion logistique et assurance qualité : l'assurance qualité, ce sont les dispositions, les règles et les normes prises pour garantir le maintien de la qualité des médicaments à toutes les étapes du cycle.



nationales. À titre d'exemple, un expert résidentiel a été positionné auprès de la Centrale pharmaceutique d'achats du Togo (CAMEG) pour renforcer les infrastructures de stockage des produits de santé dans le pays.

Pour une réglementation plus sûre des produits

Le médicament n'est pas un produit comme les autres : il doit être contrôlé et sa vente encadrée. D'après l'OMS, près de 42 % des médicaments de qualité inférieure et falsifiés (MQIF) dans le monde sont distribués en Afrique. Avec le soutien financier de L'Initiative, le projet MEDTIC, mené par la Nouvelle pharmacie de la santé publique (NPSP) en Côte d'Ivoire, s'attaque à ce problème. Développée avec l'OMS, l'application Authentimed® qui vérifiera l'authenticité et la traçabilité des produits pharmaceutiques sera déployée dans un premier temps dans quelques points stratégiques de distribution.

C'est grâce au projet MEDTIC que la Côte d'Ivoire a rejoint les quatre pays africains ayant déjà adhéré à la convention Medicrime, instrument juridique contraignant qui vise à harmoniser la définition des infractions pénales. Enfin, l'intensification de la lutte contre les MQIF et l'harmonisation des réglementations pharmaceutiques sur le continent sont accélérées grâce à la loi-modèle sur la réglementation des produits médicaux publiée par le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad), et avec la future création de l'agence africaine du médicament (AMA) par l'Union africaine.

Depuis 2017

13 missions
d'assistance technique

5 projets
financés

... Pour en savoir plus :

Lire l'évaluation transversale des projets GAS
<https://bit.ly/Intiative-evaluation-transversale-GAS>

Qualité, traçabilité, abordabilité : la société civile mobilisée

Selon les estimations de l'OMS, un médicament sur dix qui circule dans les pays à revenu faible ou intermédiaire est de qualité inférieure ou falsifié. L'Initiative soutient lanceurs d'alerte et activistes dans leurs activités de veille et de plaidoyer pour des médicaments de qualité.

Dans de nombreux pays, la faible traçabilité des produits de santé, l'absence de contrôle de la qualité et leur coût sont des freins majeurs à l'accès aux soins. Contrôler la qualité des médicaments requiert une structure de proximité capable d'analyser les échantillons. Le projet CORAQ-Lab vise ainsi à renforcer les laboratoires de contrôle qualité des médicaments au Bénin, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Niger. Le rôle de la société civile dans le suivi de la qualité et de l'abordabilité des produits de santé se renforce (voir entretien ci-contre). Depuis plusieurs années, L'Initiative soutient des observatoires communautaires, tels que l'OCASS au Burkina Faso, ou le Treatment Access Watch au Cameroun.



↑ Côte d'Ivoire, 2019. Le projet MEDTIC allie dispositions juridiques contre les médicaments de qualité inférieure ou falsifiés, équipement des laboratoires en matériel de contrôle qualité et recours aux nouvelles technologies pour tracer les médicaments sur le marché.

Des observatoires de veille citoyenne reconnus

Sensibilisation des usagers et des prestataires de soins, collecte, analyse et centralisation des données, plaidoyer auprès des autorités sanitaires : les observatoires communautaires ont prouvé leur pertinence et leur légitimité. Leurs rapports sont désormais considérés avec attention par les autorités et suscitent également un vif intérêt du Fonds mondial, auquel L'Initiative a présenté le guide réalisé à la suite d'une démarche de capitalisation collective, amorcée en 2018. Aujourd'hui, ces observatoires communautaires se développent et se spécialisent, comme l'Observatoire communautaire des pratiques pharmaceutiques (OCOPP). Son système de veille, d'alerte précoce et de plateforme citoyenne d'accès à une information fiable sur les pratiques pharmaceutiques renforcera l'efficacité des circuits d'approvisionnement en médicaments au Burkina Faso et au Cameroun.



100 000
décès par an
en Afrique sont dus aux
médicaments falsifiés ou
de qualité inférieure
selon l'OMS

PROJET MEDTIC



“La veille et le plaidoyer au cœur de la riposte de la société civile”

Interview



Aissam Hajji,
chargé de plaidoyer de la coalition internationale de préparation au traitement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord (ITPC-MENA)

La loi du marché et la mondialisation impactent directement l'abordabilité et la disponibilité des médicaments. ITPC-MENA mène un travail fondamental de plaidoyer et de sensibilisation pour contrer ces effets.

Quels mécanismes nourrissent la non-abordabilité ou l'indisponibilité des médicaments ?

Les médicaments sont des biens marchands soumis aux lois de la propriété intellectuelle comme les autres produits. Les laboratoires déposent des brevets sur les molécules, valables 20 ans en moyenne : ils sont en situation de monopole. La concurrence ne joue plus son rôle de régulation des prix, et les risques de rupture de stock s'accroissent. Pour faire face à ces situations et sensibiliser les parties prenantes sur l'impact

de la propriété intellectuelle sur l'accès aux médicaments, la veille et le plaidoyer doivent être au cœur de la riposte de la société civile.

Quel rôle peut jouer la société civile ?

Elle peut lever les barrières de la propriété intellectuelle, par un travail de veille sur les prix, sur la fabrication des médicaments, et de plaidoyer auprès des laboratoires ou des gouvernements. Les laboratoires peuvent choisir d'accorder des « licences volontaires » à un pays en fonction de l'urgence sanitaire ou de sa situation financière.

Ces licences peuvent aussi être prises unilatéralement par les gouvernements, on parle alors de « licences obligatoires ».

Quels sont les résultats concrets du plaidoyer ?

Le dolutégravir, traitement de contrôle de la charge virale du VIH, a été commercialisé dès 2014 à 14 000 dollars par an et par patient. Après négociations, son prix, abaissé à 1 500 dollars au Maroc, restait prohibitif. Nous avons donc fait pression sur le ministère de la Santé et le gouvernement pour la prise d'une licence obligatoire, notamment en les invitant à rencontrer la société civile et les représentants de patients aux grands rendez-vous mondiaux comme AfaVIH ou le congrès AIDS. En 2016, le laboratoire a accordé une licence volontaire au Maroc. Le traitement coûte aujourd'hui 45 dollars par patient et par an : on estime que 30 fois plus de patients y auront accès lorsqu'il sera disponible au Maroc en 2021. ●

Accroître la capacité des laboratoires

Dépistages moléculaires, mesures de la charge virale, analyses sanguines et bactériologiques...

Le renforcement des capacités des laboratoires est une des priorités de L'Initiative pour améliorer la prise en charge des pandémies, en ajustant au mieux le traitement aux patients.



Alexei Sitruk,
expert en gestion des produits
de santé au Fonds mondial

*Ce sont les délais
qui causent le plus
de décès.*

Dans un pays comme la République démocratique du Congo, très touché par le VIH et la tuberculose, ce sont les délais qui causent le plus de décès. Avec l'appui technique de L'Initiative, le transport d'échantillons de crachats vers les machines de dépistage moléculaire GeneXpert du pays a raccourci considérablement les délais entre dépistage, résultat et traitement de la tuberculose.

L'équipement et la couverture des laboratoires sur l'ensemble du territoire d'un pays ainsi que la formation des équipes sont des enjeux majeurs pour rendre plus accessible le dépistage, améliorer la prise en charge des patients et renforcer l'efficacité des traitements.

Faciliter l'accès à la mesure de la charge virale

La mesure de la charge virale permet de vérifier l'efficacité des traitements antirétroviraux (voir ci-contre). Pourtant, l'accès à cet examen reste limité, notamment dans les pays d'Afrique subsaharienne. Pour répondre à ce déficit, le projet OPP-ERA a œuvré à étendre l'accès à la charge virale au Burundi, au Cameroun, en Côte d'Ivoire et en Guinée, notamment via la formation de plus de 300 professionnels de santé (clinicien-ne-s, expert-e-s en approvisionnement, laborantin-e-s). Financé par Unitaid, il a pris fin en décembre 2019. Il est en partie prolongé par des missions de formation complémentaires mises en œuvre par L'Initiative.

À Madagascar, grâce à un appui technique global de L'Initiative, de nouveaux circuits de prélèvement pour l'examen de la charge virale VIH ont été ouverts, permettant d'acheminer les échantillons de six provinces vers la capitale. Les grandes villes du Sud devraient bientôt être reliées également grâce au projet EVAMAD, porté par la Fondation Mérieux. L'idée : mutualiser les machines GeneXpert/Cepheid initialement installées pour les tests tuberculeux et optimiser l'utilisation des données. L'ambition pour Madagascar est d'améliorer la prise en charge médicale des patients en échec de traitement et d'améliorer le taux de succès virologique, en tenant compte du déficit d'éducation thérapeutique et en luttant contre la stigmatisation.

“Charge virale : Le Burundi peut réaliser les cibles 90-90-90”



Laurent Malato,
biologiste et expert indépendant en laboratoire
et diagnostic moléculaire

La mesure de la charge virale est depuis 2015 l'examen de choix pour les patients VIH sous traitement antirétroviral. Laurent Malato explique pourquoi il faut être en mesure de conduire cet examen fondamental dans tous les pays et présente la mission qu'il va mener au Burundi.

Pourquoi la mesure de la charge virale est un enjeu majeur dans la lutte contre le VIH/sida ?

Aujourd'hui, les traitements antirétroviraux sont efficaces : un patient sous traitement régulier a une charge virale quasi indétectable et n'est plus infectieux. Réalisée au moins une fois par an, la mesure de la charge virale permet de vérifier que les médicaments pris empêchent bien la réplication virale. Si un rebond de la charge

virale est détecté, c'est que le traitement est inefficace ou non suivi, le système immunitaire s'affaiblit alors et le patient risque de développer des maladies opportunistes. Et, du point de vue collectif, cela signifie que le patient est à nouveau infectieux.

Qu'est-ce que le projet OPP-ERA a apporté au Burundi sur l'accès à la charge virale ?

En 2014, grâce à une collaboration étroite avec

le ministère de la Santé, le premier test de charge virale a été introduit dans le pays. Le projet OPP-ERA a permis d'installer et d'équiper quatre plateformes ouvertes de mesure de la charge virale. Outre l'aspect matériel, huit techniciens de laboratoire ont été formés à la biologie moléculaire, discipline nouvelle dans de nombreux pays en développement.

Quel est le but de votre mission au Burundi ?

Un des objectifs est de former les personnels du laboratoire de Gitega. Ce site a été équipé lors du projet OPP-ERA, mais les bonnes pratiques de laboratoire ne sont pas encore automatiques. Les résultats doivent être rendus plus rapidement pour améliorer le suivi des patients et pour que les professionnels de santé puissent agir.

Techniquement, le Burundi peut réaliser les trois cibles 90 de l'ONUSIDA. Mais il doit mettre à l'échelle la mesure de la charge virale du VIH : elle passera par une optimisation du transport des prélèvements pour que les laboratoires les reçoivent rapidement. ●

Résultats du projet OPP-ERA au Burundi

40 000
charges virales

réalisées entre
2014 et 2018



88 %
des patients

testés via OPP-ERA en 2018 avaient
une charge virale indétectable



Annexes



*Notre suivi va bien au-delà
des aspects financiers : nous
disposons de données sur les
activités menées par pandémie,
par type de bénéficiaire... Nous
assurons ainsi un suivi financier
et opérationnel à 360 degrés
des activités de L'Initiative.*

Nemdia Dacaney, chargée de suivi-évaluation
à L'Initiative



Pages 62-63
**Bilan financier
2019**

Pages 64-68
**Missions engagées
en 2019**

←
Thaïlande, février 2019.
Naree, travailleuse communautaire
du M-Fund, renouvelle l'adhésion
d'une famille migrante d'origine birmane.
Financé par le Fonds mondial, l'Initiative
et l'Unicef, ce fonds met en œuvre un
nouveau modèle d'assurance maladie
à but non lucratif et à faible coût pour
des populations marginalisées et
particulièrement exposées.

Bilan financier 2019

Dépenses globales 2019 :

18 762 228 €

dont

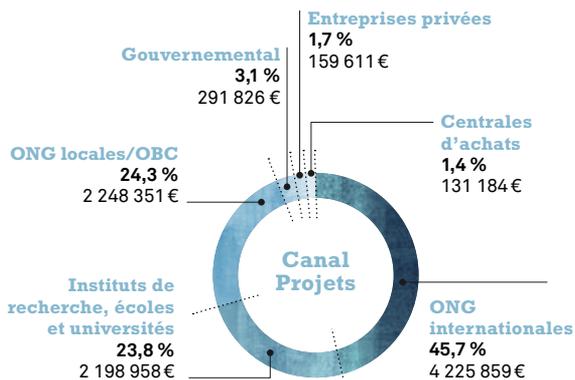
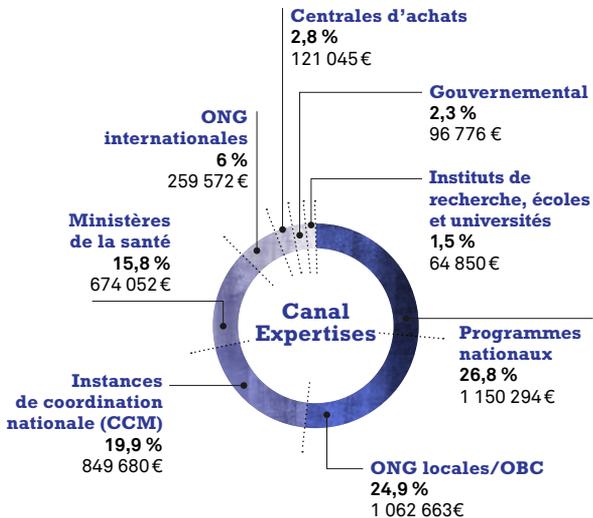
4,6 M€ pour le Canal Expertises

Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées dans le cadre du Canal Expertises en 2019, y compris l'appui résidentiel à l'UGP du Tchad.

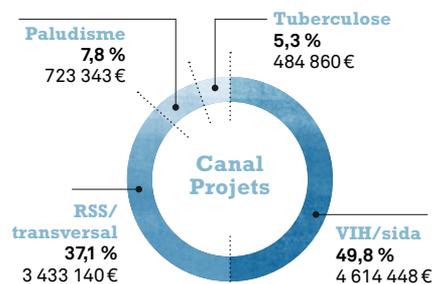
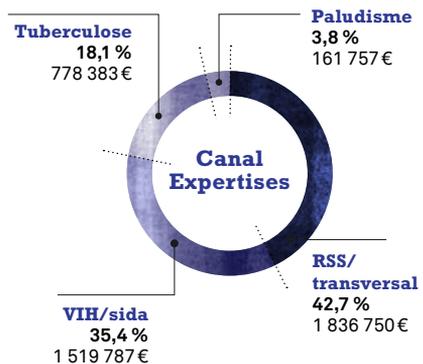
9,9 M€ pour le Canal Projets

Ce chiffre représente la totalité des dépenses réalisées en 2019 dans le cadre du Canal Projets, organisation du comité de présélection comprise.

Dépenses par bénéficiaires



Dépenses par pandémies



Europe Balkans
1,7 % · 71 370 €
9,2 % · 848 955 €

Afrique du Nord / Moyen-Orient
7,1 % · 303 327 €
6,2 % · 575 645 €

Afrique centrale
24,7 % · 1 061 451 €
9,2 % · 854 149 €

Afrique de l'Ouest
53,8 % · 2 311 502 €
57,5 % · 5 332 062 €

Afrique de l'Est
8,5 % · 367 645 €
3,7 % · 345 179 €

Asie
4,2 % · 181 382 €
14,2 % · 1 312 188 €



115 projets

financés
depuis 2012

506 missions

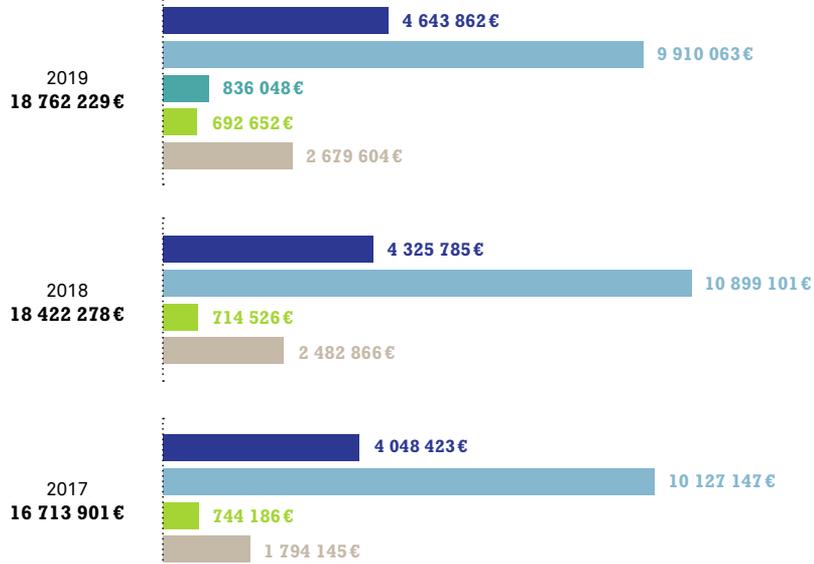
d'expertise mises en
œuvre depuis 2011

Dépenses par zones géographiques

● Canal Expertises ● Canal Projets

Évolution des dépenses par an et par nature des projets

● Canal Expertises
● Canal Projets
● Canal Pilotes
● Missions transversales (capitalisation, communication, dépenses transversales)
● Frais de gestion



Missions d'expertise engagées en 2019

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Nature du bénéficiaire	Montant engagé (€)
Paludisme				
Bénin	Évaluation de la distribution aux femmes enceintes et de la bio-efficacité des moustiquaires imprégnées à longue durée d'action	Programme national de lutte contre le paludisme	Structure publique	226 356
Cambodge, Laos, Myanmar, Thaïlande, Viêt Nam	Appui au développement de la requête de financement	Regional Steering Committee (RSC) for the Regional Artemisinin Initiative (RAI)	CCM	218 614
Niger	Appui au processus de développement de la requête de financement 2021-2023	CCM	CCM	67 580
Renforcement des systèmes de santé				
Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo	Mise en place du précurseur de la cellule exécutive des achats groupés (CEDAG) de l'ACAME	Association des centrales d'achats de médicaments essentiels (ACAME)	Centrale d'achats	217 847
Burkina Faso	Mise à l'échelle du logiciel GESDIS dans le cadre de l'appui du Fonds mondial	Ministère de la Santé	Structure publique	136 658
	Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles du réseau (procédures de gestion administrative et financière conformément aux procédures du Fonds mondial)	Convergence communautaire du Faso (COCOFA)	ONG locale	45 701
Burundi	Appui à l'élaboration d'un manuel de procédures harmonisé et à la formulation des plans de gestion des risques	CCM	CCM	70 694
Cambodge	Support to the development of a funding request on HIV, TB and HSS	CCM	CCM	124 222
Cameroun	Appui au processus d'homologation des produits pharmaceutiques mis à la disposition des pays de la CEMAC	Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (OCEAC)	Structure publique	234 700
Cap-Vert	Appui à l'élaboration du plan de transition et de pérennité des programmes VIH, TB et paludisme	CCS-Sida	Structure publique	151 601
Comores	Renforcement des capacités techniques des agents pour pouvoir mettre en œuvre les missions de l'agence	Agence nationale des médicaments et des évacuations sanitaires (ANAMEV)	Structure publique	92 081
Congo	Appui à la centrale d'achats pour l'élaboration de son plan stratégique 2020-2024	Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé (CAMEPS)	Centrale d'achats	76 375
Congo RD	Appui à la rédaction des requêtes de financement au Fonds mondial	CCM	CCM	284 622
	Appui à l'écriture de la demande de financement au Fonds mondial	CCM	CCM	642 664
Côte d'Ivoire	Renforcement des capacités du réseau	Réseau des organisations de lutte contre le paludisme (ROLPCI)	ONG locale	50 007
	Renforcement des capacités de gestion administrative, technique et financière, révision de son document de procédure administrative, financière et programmatique et appui au plan stratégique national de lutte contre les pandémies en milieu rural	Agence nationale d'appui au développement rural (ANADER)	Structure publique	91 222

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Nature du bénéficiaire	Montant engagé (€)
Côte d'Ivoire	Accompagnement du CCM dans le processus de décision	CCM	CCM	98 368
	Renforcement des capacités organisationnelles de la plateforme des réseaux et faitières de lutte contre le sida et les autres pandémies	Plateforme de la société civile	ONG	63 723
	Recrutement d'un consultant national pour l'élaboration des budgets PSN et NFM3	Programme national de lutte contre le sida	Structure publique	235 750
Djibouti	Appui à l'unité de gestion des programmes nationaux (UGPN) en matière de finances	Ministère de la Santé	Structure publique	14 280
Gambie	Soutien au développement du National Community Strategy for TB/HIV and AIDS	National AIDS Secretariat	Structure publique	68 683
Guinée	Appui au renforcement du dispositif de supervisions intégrées, à tous les échelons de la pyramide sanitaire	Ministère de la Santé publique	Structure publique	195 445
	Renforcement du dispositif de suivi-évaluation de l'ANSS	Agence nationale de sécurité sanitaire (ANSS)	ONG locale	74 703
Guinée, Mali, Niger, Rép. centrafricaine, Tchad	Étude auprès des partenaires et OSC pour comprendre les opportunités pour assurer la prestation de services en environnement fragile et documenter les bonnes pratiques	Réseau Accès aux médicaments essentiels (RAME)	ONG locale	134 950
Mali	Appui à l'élaboration d'un modèle socio-économique d'offre de services de santé communautaires	Association de recherche de communication et d'accompagnement à domicile de personnes vivant avec le VIH (ARCAD-SIDA)	ONG locale	142 463
	Appui à l'élaboration du plan stratégique 2019-2023 d'ARCAD-SIDA	Association de recherche de communication et d'accompagnement à domicile de personnes vivant avec le VIH (ARCAD-SIDA)	ONG locale	47 190
Maroc	Appuyer le ministère de la Santé dans l'évaluation du dispositif du PMS mis en place	Ministère de la Santé	Structure publique	24 300
Mauritanie	Appui dans la définition de ses besoins en assistance technique dans le cadre de la nouvelle subvention VIH/TB/SPRS	CCM	CCM	65 101
Rép. centrafricaine	Appui à l'évaluation, à la réorganisation et au renforcement des capacités du CCM	CCM	CCM	38 954
	Consolidation du processus d'approvisionnement des médicaments et autres intrants pour les trois pandémies	Direction de la lutte contre les maladies transmissibles	Structure publique	157 333
	Appui pour mener la redynamisation et le renforcement des capacités	CCM	CCM	102 817
	Appui technique aux comités de rédaction mis en place par le CCM pour l'élaboration des nouvelles propositions à soumettre au Fonds mondial pour accélérer la lutte contre les pandémies	CCM	CCM	237 051
Sénégal	Appui à l'élaboration du Plan stratégique national de la recherche	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Structure publique	61 065

Annexes

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Nature du bénéficiaire	Montant engagé (€)
Sénégal	Appui à l'élaboration et à la finalisation du PNDS III 2019-2028	Ministère de la Santé et de l'Action sociale	Structure publique	31 374
	Appuyer la réalisation d'un audit organisationnel pour la restructuration du secrétariat permanent du CCM	CCM	CCM	18 932
Tchad	Assistance technique auprès de l'UGP	Ministère de la Santé	Structure publique	1 866 281
Togo	Appui pour le suivi des travaux de réhabilitation d'infrastructures pharmaceutiques de stockage et pour la réalisation d'études architecturales	Centrale d'achat des médicaments essentiels génériques et des consommables médicaux (CAMEG)	Centrales d'achats	300 903
	Appui à la quantification du plan de transition des intrants VIH	Programme national de lutte contre le sida	Structure publique	62 125
Tuberculose				
Burkina Faso	Appui à la mise en place d'une base de données pour capitaliser les résultats du projet de recherche active des cas de tuberculose	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	14 595
Cameroun	Appui à l'élaboration du PSN 2020-2024	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	113 207
Comores	Appui à l'élaboration du Plan stratégique national anti-tuberculose	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	88 553
	Renforcement du volet M&E et RO et renforcement du management financier selon les normes et procédures du Fonds mondial	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	111 044
Congo	Aide au développement du nouveau Plan stratégique national de lutte contre la tuberculose		Structure publique	106 914
Côte d'Ivoire	Appui à l'évaluation de la phase d'initiation de la thérapie préventive à l'INH sur les sept sites pilotes	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	58 179
	Appui pour l'élaboration du budget du plan stratégique national de lutte antituberculeuse en Côte d'Ivoire 2021-2025 et de la note conceptuelle 2021-2023	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	68 181
Gabon	Appui au renforcement des capacités de gestion financière et programmatique du CERMEL pour la mise en œuvre effective de la subvention	CCM	CCM	56 031
Guinée	Appui à l'élaboration du PSN tuberculose 2021-2024	Programme national de lutte anti-tuberculose	Structure publique	97 668
Madagascar	Appui à la mise en place du nouveau modèle de financement Tuberculose	Direction de la lutte contre les maladies transmissibles	Ministère de la santé	100 362
Mali	Appui à la mise à jour d'un guide à destination du personnel de santé	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	34 690
Maroc	Appui à l'élaboration de la stratégie de prévention et de contrôle de l'infection tuberculeuse latente	Programme national de lutte contre la tuberculose	Structure publique	30 995
Niger	Évaluation des conditions de la mise en place d'un cadre de partenariat national multisectoriel de lutte contre la tuberculose	CONISOC-TB	ONG locale	45 412
Sénégal	Appui à la mise en place d'un SIGL pour améliorer la gestion des intrants	Programme national de lutte contre le paludisme	Structure publique	20 075
Thaïlande	Appui à la rédaction de la proposition pour la composante tuberculose de la subvention TB/VIH	CCM	CCM	57 474

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Nature du bénéficiaire	Montant engagé (€)
------	------------------------	--------------	------------------------	--------------------

Tuberculose/VIH

Burundi	Appuyer les équipes nationales dans l'élaboration des demandes de financements à soumettre au Fonds mondial au cycle 2020-2022	CCM	CCM	215 950
Guinée	Renforcement du dispositif de concertation de la plateforme VIH-TB	Ministère de la Santé publique	Ministère de la santé	161 096
	Appui à l'élaboration de la requête de financement VIH-TB 2021-2023	PNLAT	Structure publique	149 144
Mali	Renforcer ARCAD-SIDA pour lui permettre de se positionner comme récipiendaire principal des subventions du Fonds mondial	Association de recherche de communication et d'accompagnement à domicile de personnes vivant avec le VIH (ARCAD-SIDA)	ONG locale	150 550
	Appui à la requête de financement TB/VIH et RSS, dans le cadre de la nouvelle allocation 2021-2023	CCM	CCM	341 193
Maroc	Appui à la rédaction des requêtes de financement au Fonds mondial TB/VIH, incluant un volet RSS	CCM	CCM	113 335

VIH/SIDA

Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Nigeria, Togo	Appui à la rédaction du plan stratégique de l'OCAL	Abidjan-Lagos Corridor Organization	ONG internationale	145 347
Burkina Faso	Appui pour la conduite d'un diagnostic institutionnel et organisationnel de AAS	AAS	ONG locale	39 895
Burundi	Appui aux laboratoires de charges virales du projet OPP-ERA repris sur financement du Fonds mondial en 2020 et des machines soutenues par le Fonds mondial	Programme national de lutte contre le sida	Structure publique	130 574
Congo	Renforcement des capacités sur le management associatif, la mobilisation de ressources et la mission d'observatoire	RENAPC	ONG locale	80 539
	Appui technique pour l'amélioration de l'accès à la charge virale	Programme national de lutte contre le sida	Structure publique	#N/A
Côte d'Ivoire	Appui technique pour la mise en place d'un système de suivi-évaluation intégré avec des outils harmonisés et adaptés à son contexte	Centre SAS	ONG locale	91 372
Égypte	Soutien à la Al Shehab Foundation dans le développement de son plan stratégique 2020-2022	Al Shehab Foundation for Comprehensive Development	ONG locale	75 167
Éthiopie	Appui à l'élaboration du plan stratégique 2020-2025 et la réalisation d'un diagnostic organisationnel de la structure	Network of Networks of HIV Positives in Ethiopia (NEP+)	ONG locale	97 271
	Renforcement des capacités du NEP+	Network of Networks of HIV Positives in Ethiopia (NEP+)	ONG locale	175 938
	Renforcement des capacités du NNPWE	National Network of Positive Women Ethiopia (NNPWE)	ONG locale	54 512
Gambie	Appui à l'actualisation du PSN VIH	National AIDS Secretariat	Structure publique	73 725

Annexes

Pays	Intitulé de la mission	Bénéficiaire	Nature du bénéficiaire	Montant engagé (€)
Guinée	Appui à l'évaluation de 28 sites de prise en charge du VIH	National AIDS Control Program	Structure publique	157 465
Guinée-Bissau	Appui à l'actualisation de la file active	Programme national de développement sanitaire	Structure publique	167 178
Madagascar	Appui à l'amélioration de l'accès à la charge virale et du taux de succès virologique des patients sous traitement antirétroviral	Secrétariat exécutif du Comité national de lutte contre le VIH/sida	Structure publique	#N/A
	Appui à la rédaction de la proposition pour une demande de financement dans le cadre de la NMF3 auprès du Fonds mondial dans le cadre du dialogue pays avant la signature d'une subvention	Secrétariat exécutif du Comité national de lutte contre le VIH/sida	Structure publique	114 619
Mali	Renforcer les capacités de la FEMAPH et de ses partenaires en matière de suivi-évaluation	Fédération malienne des associations des personnes handicapées (FEMAPH)	ONG locale	65 848
Maroc	Appui au diagnostic du mandat et des opérations, et à leur mise à jour	Organisation panafricaine de lutte contre le sida (OPALS)	ONG locale	33 782
Mauritanie	Appui à la structuration du service administratif et financier, des procédures et des outils de gestion	Association des gestionnaires pour le développement	ONG locale	38 890
Niger	Appui au processus de développement de la requête de financement VIH/sida 2021-2023	CCM	CCM	227 724
	Appui technique pour l'évaluation et l'amélioration des sites de prise en charge prioritaires VIH/sida au Niger	Coordination intersectorielle de lutte contre les IST/VIH/sida	Structure publique	117 412
	Appui à la réalisation de la cartographie et de l'estimation de la taille des populations clés	Coordination intersectorielle de lutte contre les IST/VIH/sida	Structure publique	104 612
	Appui à la réalisation de la cartographie et de l'évaluation des sites de prise en charge VIH	Coordination intersectorielle de lutte contre les IST/VIH/sida	Structure publique	124 099
Rwanda	Appui à l'élaboration du plan stratégique 2020-2024	Rwanda NGOs Forum on HIV/AIDS and Health Promotion	ONG locale	77 670
Sénégal	Appui à l'estimation du flux de la cascade des 90-90-90 dans le cadre de la mise en œuvre du Fast Track	Conseil national de lutte contre le sida	Structure publique	67 850
	Appui à l'élaboration du plan stratégique 2019-2023 et à la révision du cadre de gouvernance du réseau EVA	Réseau EVA	ONG locale	63 027
	Appui à l'élaboration du plan stratégique 2019-2023 du CEPIAD	Conseil national de lutte contre le sida	Structure publique	70 193
Togo	Appui à l'élaboration du plan national de la mise à l'échelle de la charge virale	Conseil national de lutte contre le sida	Structure publique	93 467
Tunisie	Cartographie des PVVIH	Association tunisienne de prévention positive (ATP +)	ONG locale	59 737
	Diagnostic des besoins de renforcement d'ATP+ et renforcement des capacités en gestion financière	Association tunisienne de prévention positive (ATP +)	ONG locale	74 768

Expertise France

Agence publique, Expertise France est un acteur clé de la coopération technique internationale. Elle conçoit et met en œuvre des projets qui renforcent durablement les politiques publiques dans les pays en développement et émergents. Gouvernance, sécurité, climat, santé, éducation... Elle intervient sur des domaines clés du développement durable et contribue aux côtés de ses partenaires à la concrétisation de l'Agenda 2030.

Directeur de la publication : Éric Fleutelot

Coordinateurs : Louise Virault, Julien Dijoux

Conception éditoriale et graphique, rédaction, réalisation et fabrication : ANIMAL  PENSANT

L'équipe remercie les équipes du département Santé d'Expertise et les expert-e-s, les partenaires techniques et financiers ainsi que les porteur-se-s de projets qui ont pris part à l'élaboration de ce document.

Impression : Ce document est imprimé sur papier recyclé par HandiPRINT, une entreprise adaptée dont 120 salarié-e-s sur 140 sont en situation de handicap.

Crédits photographiques

Couverture et p. 3 : Nichole Sobecki/Le Fonds mondial | P. 4 : Judith Litvine | P. 4 : Cecilia Nilssondotter Charpentier | P. 6-7 et 8 : David O'Dwyer/Le Fonds mondial | P. 10 : Philippe Théry/Expertise France | P. 11 : Pauline Pineau/Expertise France ; Academy of Medical Sciences | P. 14-15 : DR Expertise France | P. 16-17 : Pauline Pineau/Expertise France | P. 18 : Le Fonds mondial | P. 19 : David O'Dwyer/Le Fonds mondial | P. 20 et 23 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 26 : Nana Kofi Acquah/Le Fonds mondial | P. 30-31 : John Rae/Le Fonds mondial | P. 32 : TB-Speed | P. 34 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 35 : Moto Action | P. 37 : Pauline Pineau/Expertise France | P. 38-39 : Nacho Bonilla/Expertise France | P. 40-41 : DR/Médecins du monde Madagascar | P. 42 et 44-45 : Anna Surinyach/Expertise France | P. 46 : Nacho Bonilla/Expertise France | P. 48 : Pauline Pineau/Expertise France | P. 51 : Élodie Chevallier/Institut Pasteur de Madagascar | P. 52-53 : Humanité & Inclusion | P. 54 : DR | P. 56-57 : DR Medic | P. 60-61 : Anna Surinyach/Expertise France

Contacts

L'Initiative

Sida, Tuberculose, Paludisme

Expertise France

73, rue de Vaugirard

75006 Paris

01 70 82 70 82

www.initiative5pour100.fr

 @Initiative5PC

 @Initiative.pc